Gouvernement du Canada | Government of Canada



MAÎTRES CHEZ NOUS

LE BUDGET EN BREF 2026

5 novembre 2026 | budget.canada.ca

Canada

Budget de 2026
Le Budget en bref

Maîtres **chez nous**

Sa Majesté le Roi du chef du Canada (2026)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

Ce document est disponible au budget.canada.ca.

This document is also available in English.

Advenant la découverte d'erreurs ou d'incohérences dans cette publication, le ministère des Finances Canada apportera les corrections nécessaires à la version en ligne.

Photos reproduites avec l'aimable autorisation des ministères et organismes participants du gouvernement du Canada.

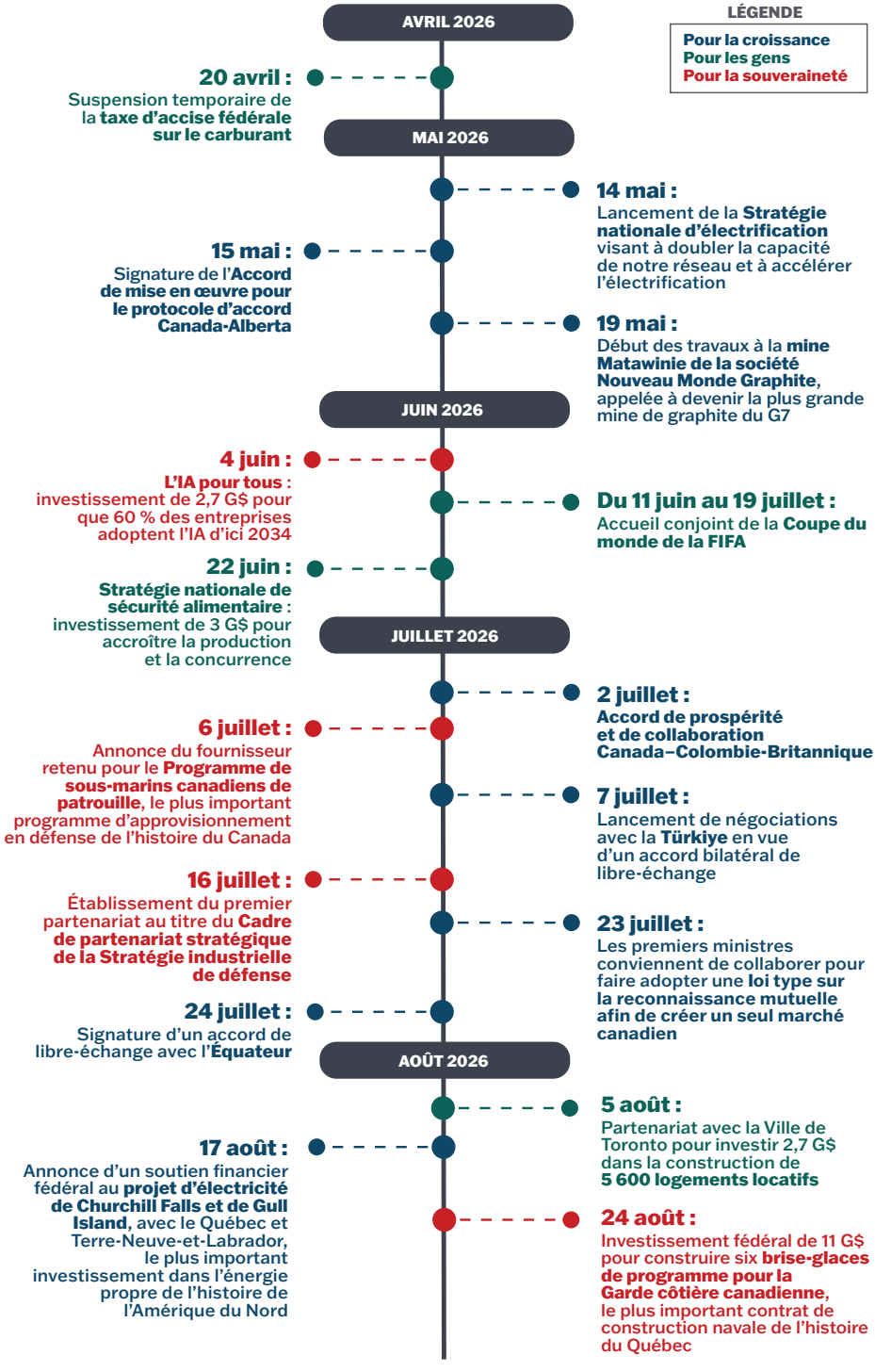
Photo sur la page couverture : projet d'électricité de Churchill Falls et de Gull Island, Newfoundland and Labrador Hydro

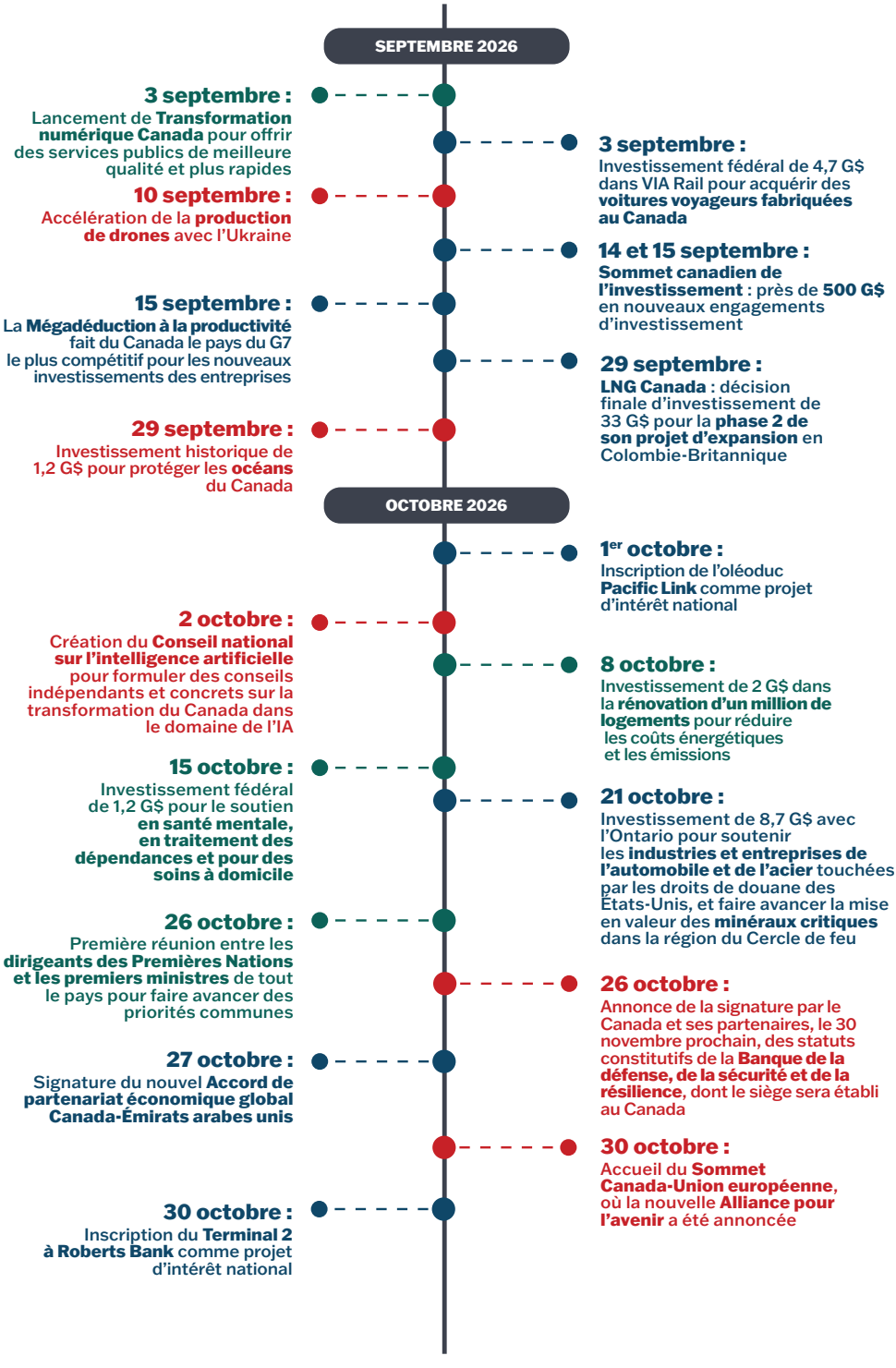




Maîtres **chez nous**

Des résultats pour les Canadiens : progrès accomplis depuis le printemps de 2026




SEPTEMBRE 2026
3 septembre :
Lancement de Transformation numérique Canada pour offrir des services publics de meilleure qualité et plus rapides
10 septembre :
Accélération de la production de drones avec l'Ukraine
15 septembre :
La Mégadéduction à la productivité fait du Canada le pays du G7 le plus compétitif pour les nouveaux investissements des entreprises
29 septembre :
Investissement historique de 1,2 G$ pour protéger les océans du Canada
3 septembre :
Investissement fédéral de 4,7 G$ dans VIA Rail pour acquérir des voitures voyageurs fabriquées au Canada
14 et 15 septembre :
Sommet canadien de l'investissement : près de 500 G$ en nouveaux engagements d'investissement
29 septembre :
LNG Canada : décision finale d'investissement de 33 G$ pour la phase 2 de son projet d'expansion en Colombie-Britannique
OCTOBRE 2026
2 octobre :
Création du Conseil national sur l'intelligence artificielle pour formuler des conseils indépendants et concrets sur la transformation du Canada dans le domaine de l'IA
15 octobre :
Investissement fédéral de 1,2 G$ pour le soutien en santé mentale, en traitement des dépendances et pour des soins à domicile
26 octobre :
Première réunion entre les dirigeants des Premières Nations et les premiers ministres de tout le pays pour faire avancer des priorités communes
27 octobre :
Signature du nouvel Accord de partenariat économique global Canada-Émirats arabes unis
30 octobre :
Inscription du Terminal 2 à Roberts Bank comme projet d'intérêt national
1er octobre :
Inscription de l'oléoduc Pacific Link comme projet d'intérêt national
8 octobre :
Investissement de 2 G$ dans la rénovation d'un million de logements pour réduire les coûts énergétiques et les émissions
21 octobre :
Investissement de 8,7 G$ avec l'Ontario pour soutenir les industries et entreprises de l'automobile et de l'acier touchées par les droits de douane des États-Unis, et faire avancer la mise en valeur des minéraux critiques dans la région du Cercle de feu
26 octobre :
Annonce de la signature par le Canada et ses partenaires, le 30 novembre prochain, des statuts constitutifs de la Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience, dont le siège sera établi au Canada
30 octobre :
Accueil du Sommet Canada-Union européenne, où la nouvelle Alliance pour l'avenir a été annoncée

Le Canada est prêt à relever le défi

Le monde a changé. L'économie mondiale se transforme sous l'effet du protectionnisme, des rivalités géopolitiques et de technologies de pointe comme l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique quantique. Les relations qui ont contribué à la prospérité du Canada pendant des décennies ne peuvent plus être tenues pour acquises.

Depuis que vous nous avez élus pour former le gouvernement, nous avons adopté une stratégie très claire visant à renforcer nos assises, ici, au pays, à diversifier nos partenariats à l'étranger et à rendre la vie plus abordable pour les Canadiennes et les Canadiens.

Le Canada est prêt, et les Canadiens sont prêts à saisir le moment. Nous bénéficions d'avantages concurrentiels parmi les plus solides au monde, allant de notre main-d'œuvre qualifiée jusqu'à nos ressources énergétiques et minéraux critiques, en passant par nos finances publiques robustes et notre accès aux marchés mondiaux. Nous avons ce que le monde recherche et tout ce qu'il nous faut pour tracer notre propre voie. **À nous maintenant d'être *maîtres chez nous*.**

Le Canada est fidèle à ses valeurs. Nous bâtissons des relations de confiance et prenons en main notre avenir avec conviction pour façonner notre futur. Nous renforçons l'unité de l'économie canadienne, faisons avancer des projets d'intérêt national, achetons au Canada et ouvrons de nouveaux marchés. Les investissements que nous réalisons créeront des carrières plus enrichissantes, tout en répondant aux besoins des Canadiens en ce qui concerne le logement, l'épicerie, l'énergie et d'autres biens essentiels.

Ces mesures jettent aussi les bases d'un **supercycle d'investissement au Canada** afin que les investissements faits aujourd'hui dans des projets d'intérêt national alimentent de nouvelles possibilités, stimulent les investissements privés et favorisent la croissance.

En même temps, nous rendons la vie plus abordable dès maintenant en nous attaquant aux causes premières de la hausse des prix. Nous bâtissons plus de logements, aidons à sortir les gens de l'itinérance par l'accès à un logement stable, renforçons la concurrence et levons les obstacles internes au Canada. Nous offrons ainsi aux Canadiens un coup de pouce aujourd'hui et un tremplin vers l'avenir.

Nous investissons aussi dans les gens, les lieux et les institutions qui rassemblent les Canadiens et renforcent les fondements d'un Canada fort et uni.

Les résultats commencent à se voir. L'emploi dans le secteur privé et les investissements augmentent. Les exportations se diversifient. De grands projets avancent partout au pays. De nouvelles sources de croissance apparaissent. Les Canadiens sont résilients et prêts à bâtir.

LE CANADA A UN PLAN. L'INVESTISSEMENT AUGMENTE.
C'EST LE MOMENT DE BÂTIR.

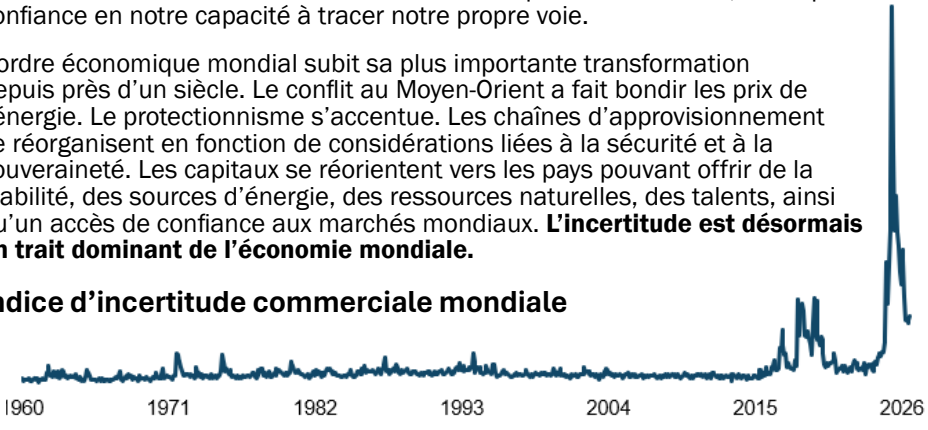


1. Une position de force

Toutes les grandes économies sont mises à l'épreuve par un changement comme il ne s'en produit qu'un par génération. Face à cette situation, la stratégie du Canada est fondée sur une évaluation réaliste des défis qui nous attendent, ainsi que sur la confiance en notre capacité à tracer notre propre voie.

L'ordre économique mondial subit sa plus importante transformation depuis près d'un siècle. Le conflit au Moyen-Orient a fait bondir les prix de l'énergie. Le protectionnisme s'accentue. Les chaînes d'approvisionnement se réorganisent en fonction de considérations liées à la sécurité et à la souveraineté. Les capitaux se réorientent vers les pays pouvant offrir de la stabilité, des sources d'énergie, des ressources naturelles, des talents, ainsi qu'un accès de confiance aux marchés mondiaux. **L'incertitude est désormais un trait dominant de l'économie mondiale.**

Indice d'incertitude commerciale mondiale



Graphique 1
Source : Matteo Iacoviello, Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine

Le Canada n'est pas à l'abri de ce réalignement géopolitique, mais nous agissons avec détermination pour saisir les opportunités qui en découlent. Nous avons ce que le monde recherche et tout ce qu'il faut pour bâtir encore plus pour nous-mêmes : sources d'énergie propre et classique, minéraux critiques, engrais, secteur agricole de calibre mondial, fabrication de pointe, position de chef de file en IA et en informatique quantique, main-d'œuvre qualifiée et instruite, institutions solides et un système financier stable.

La gestion responsable des finances publiques a permis au Canada de demeurer fort et de se donner la marge de manœuvre nécessaire pour investir davantage dans les travailleurs, les industries et les infrastructures qui stimuleront la croissance dans l'avenir. Ces avantages donnent au Canada les moyens de non seulement garder le cap dans un monde en mutation, mais aussi de modeler ce dernier. Le Canada fait de cette période d'incertitude mondiale une occasion de bâtir d'un océan à l'autre, d'accroître la résilience de son économie et d'élargir ses partenariats à l'étranger.

Le Canada a de solides fondamentaux économiques	
Compétitivité du régime fiscal pour les nouveaux investissements des entreprises	1er rang du G7
Flux d'investissement direct étranger par habitant	1er rang du G7
Proportion d'adultes en âge de travailler titulaires d'un diplôme collégial ou universitaire	1er rang de l'OCDE
Croissance du bassin de talents en IA	1er rang du G7

Le Canada, géant des ressources naturelles	
Production de potasse	1er rang mondial
Production d'uranium	2e rang mondial
Production d'hydroélectricité	3e rang mondial
Production de pétrole	4e rang mondial

Le Canada mise sur l'élan de son économie et la solidité de ses finances

Le Canada amorce cette période de transformation dans une position de force, grâce à la résilience de son économie et à la solidité de ses finances publiques.

Premiers progrès déjà visibles dans toute l'économie

FORCE
Une économie plus dynamique et productive

+214 000
Hausse de l'emploi privé
depuis l'an dernier

6,5 %
Taux de chômage
près de son plus bas niveau en deux ans

+9 %
Investissements des entreprises
T2 de 2026 (taux annualisé). Rythme de croissance le plus rapide en deux ans

INDÉPENDANCE
Une économie plus diversifiée et résiliente

+56 %
Exportations de biens vers des marchés autres que les États-Unis
En date d'août 2026 par rapport à la moyenne de 2024, en valeur nominale

En voie d'obtenir un accès préférentiel à
3 milliards
de consommateurs

ABORDABILITÉ
Un avenir plus abordable et sûr pour les Canadiens

2 000 $
Économies annuelles pour les logements nouvellement loués grâce à la baisse des loyers du marché

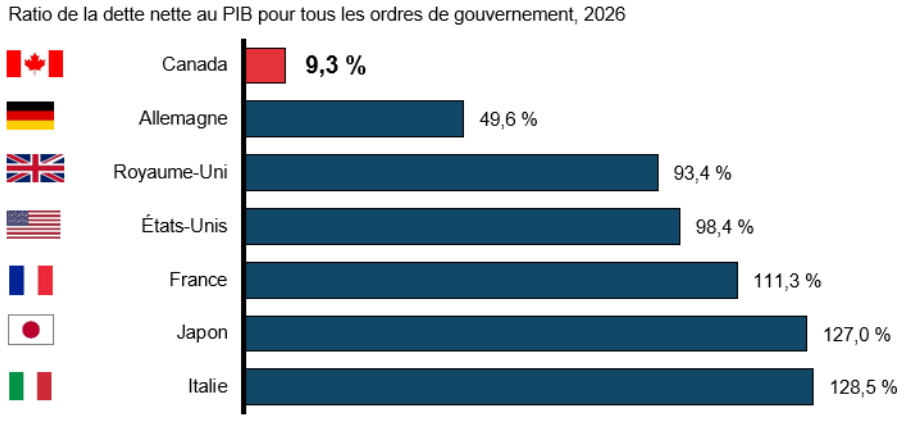
+1 %
Revenu disponible réel par habitant
depuis un an

-25 %
Coûts d'accession à la propriété
en baisse depuis l'atteinte du sommet

- **L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 3,3 %** au deuxième trimestre de 2026. Cette croissance a été alimentée par la hausse des exportations, des dépenses des ménages et des investissements des entreprises. Les dernières données indiquent aussi que l'économie est demeurée relativement résiliente au troisième trimestre.
- Selon le Fonds monétaire international (FMI), le Canada devrait se classer au **deuxième rang des pays du G7 au chapitre de la croissance** en 2027.
- Au Canada, **le nombre d'employés du secteur privé et de travailleurs autonomes a progressé de 214 000** au cours de la dernière année, alors que le taux de chômage est tombé à 6,5 %, son plus bas niveau en deux ans.
- Les **investissements en capital des entreprises ont augmenté de 9 %** (taux annualisé) au deuxième trimestre, notamment en raison de la hausse des investissements dans les ouvrages de génie civil, les machines et le matériel.
- Le Canada continue d'afficher le **ratio de la dette nette au PIB le plus bas** du G7, ainsi que l'un des plus faibles ratios du déficit au PIB.
- Le Canada et l'Allemagne sont les seules économies du G7 à avoir une **cote AAA** auprès de plusieurs grandes agences de notation de crédit. Le Canada continue aussi de pouvoir emprunter à des taux relativement plus bas que la plupart de ses pairs du G7.

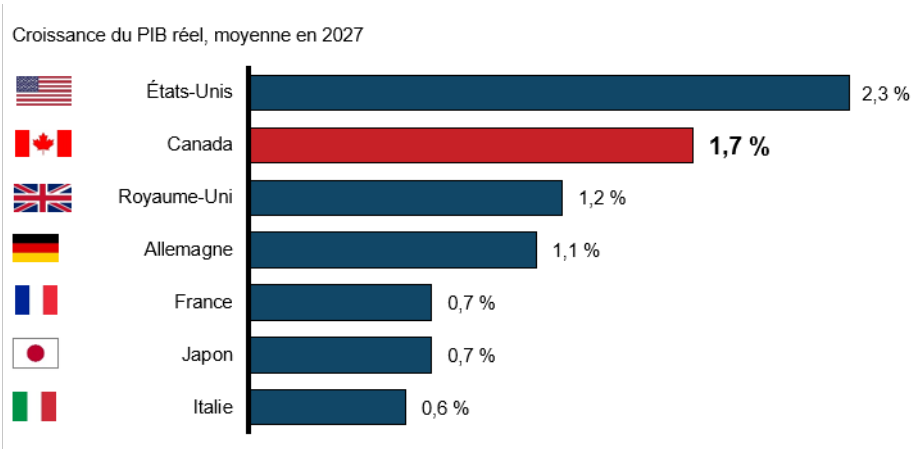
Grâce à la diminution des dépenses de fonctionnement courantes du gouvernement et à une gestion responsable des finances publiques, nous pouvons investir plus dans les travailleurs et les industries du Canada, tout en faisant des investissements générationnels dans les infrastructures, la défense, le logement, l'innovation et la capacité de production requise pour assurer la croissance de l'économie.

Le Canada affiche le ratio de la dette nette au PIB le plus bas du G7, ce qui nous donne une marge de manœuvre budgétaire pour investir



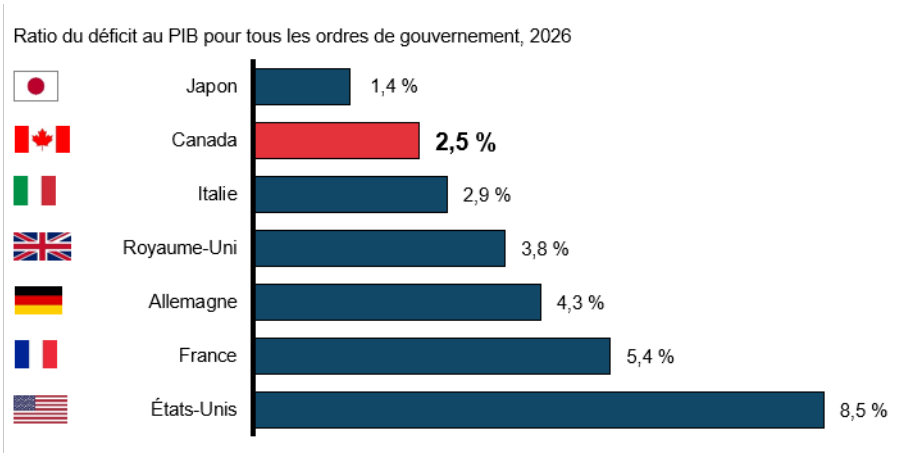
Graphique 2
Source : Fonds monétaire international (FMI), *Moniteur des finances publiques*, octobre 2026

Le Canada devrait se classer au deuxième rang des pays du G7 au chapitre de la croissance en 2027



Graphique 3
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2026

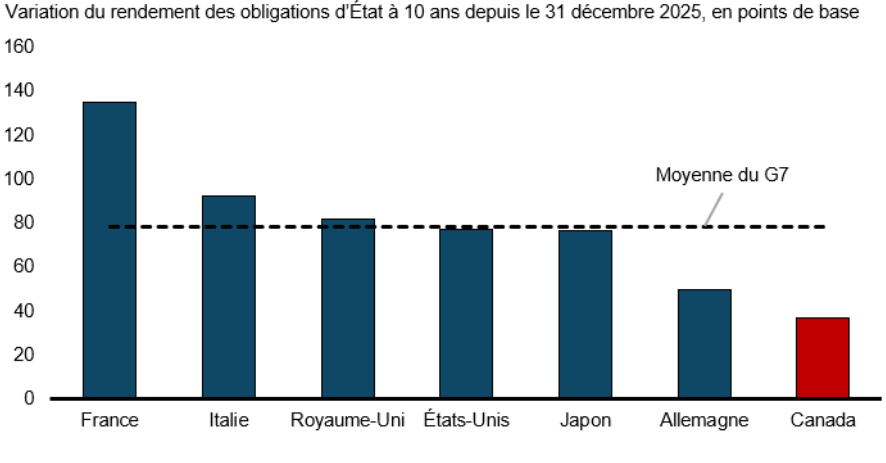
Le Canada conserve une solide position financière, avec l'un des plus faibles ratios du déficit au PIB du G7



Graphique 4
Source : FMI, *Moniteur des finances publiques*, octobre 2026

La solide situation financière du Canada nous donne la latitude voulue pour investir dans la croissance économique, la population canadienne et notre souveraineté. Nous affichons le ratio de la dette nette au PIB le plus bas, ainsi que l'un des plus faibles ratios du déficit au PIB. Alors que les coûts d'emprunt grimpent partout dans le monde, le Canada est très bien placé pour faire des choix responsables et réfléchis, tout en préservant son avantage financier à long terme.

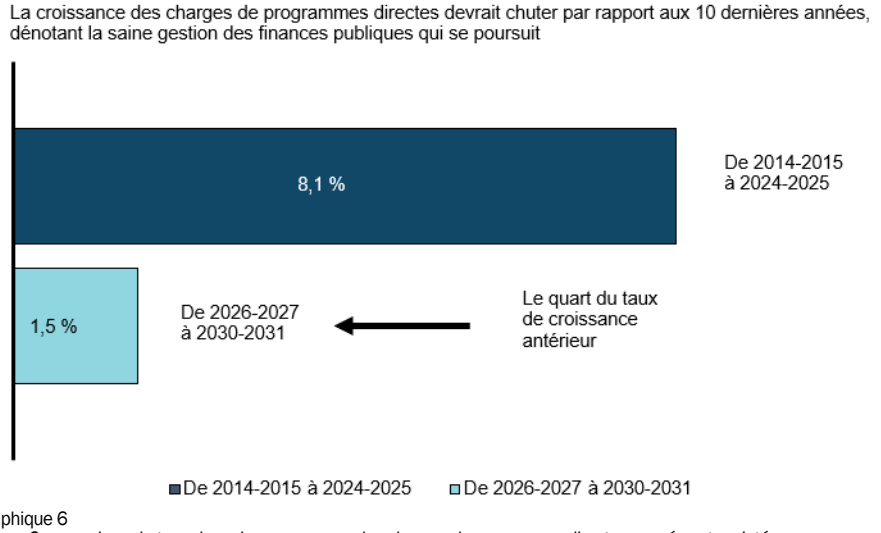
Le Canada est le pays du G7 dont le rendement des obligations à long terme a le moins augmenté, signe de fondamentaux économiques solides



Graphique 5
Nota – Le dernier point de données correspond au 29 octobre 2026.
Source : Haver Analytics

En même temps, le nouveau gouvernement du Canada sait que les Canadiens s'attendent à recevoir des services efficients et efficaces. Grâce à la réduction des dépenses liées au fonctionnement du gouvernement, plus de ressources peuvent être consacrées dans le Budget de 2026 à renforcer la croissance, à rendre la vie plus abordable et à protéger notre culture et notre mode de vie.

Agir de façon responsable pour assurer la viabilité des charges de programmes directes



Graphique 6
Nota – Comparaison du taux de croissance moyen des charges de programme directes passées et projetées.
Source : Calculs du ministère des Finances Canada

Le Canada utilise judicieusement sa marge de manœuvre. Grâce à des investissements stratégiques ciblés et à des réformes fiscales ambitieuses, il demeure en tête des économies avancées pour la compétitivité de son régime fiscal. Le Budget de 2026 propose des mesures phares sur le plan fiscal, dont la **Mégadéduction à la productivité** et l'**Incitatif canadien à la croissance**, qui viendront rendre son régime fiscal encore plus compétitif et créer les conditions propices à un supercycle d'investissement.

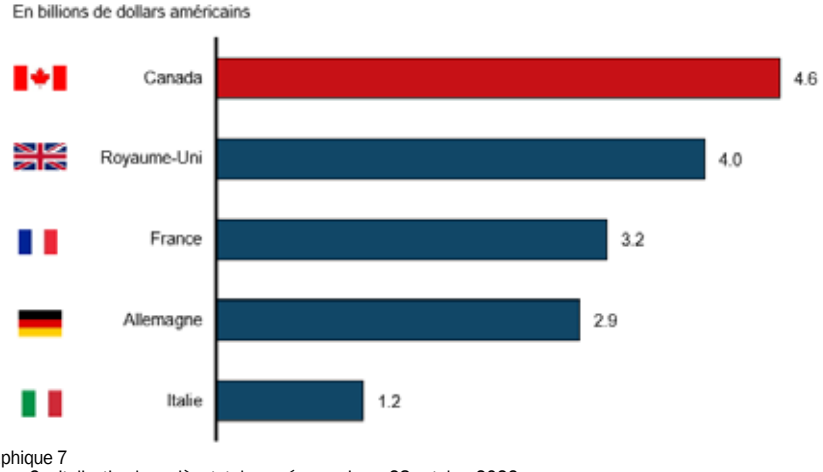
Le Canada offre globalement le régime fiscal le plus compétitif du G7

Pays	Rang au sein du G7	Score global
Canada	**1**	**72,2**
États-Unis	**2**	**71,2**
Allemagne	**3**	**69,2**
Japon	**4**	**62,3**
Moyenne du G7	—	61,9
Royaume-Uni	**5**	**61,9**
Italie	**6**	**50,8**
France	**7**	**45,7**

Source : Ministère des Finances Canada, adapté de la Tax Foundation, *2026 International Tax Competitiveness Index*
Nota – Le score global de la Tax Foundation mesure la compétitivité et la neutralité du régime fiscal de chaque pays. Plus le score est élevé, plus le régime fiscal est compétitif.

Le Canada compte des marchés des capitaux publics diversifiés et bien établis permettant de mobiliser des capitaux dans une foule de secteurs clés, de l'énergie et des ressources naturelles jusqu'aux services financiers, en passant par les technologies, les secteurs industriels et l'immobilier. Regroupant à elle seule plus de **2 000 émetteurs cotés, la Bourse de Toronto** donne aux entreprises canadiennes l'accès aux capitaux dont elles ont besoin pour financer leurs investissements et leur croissance.

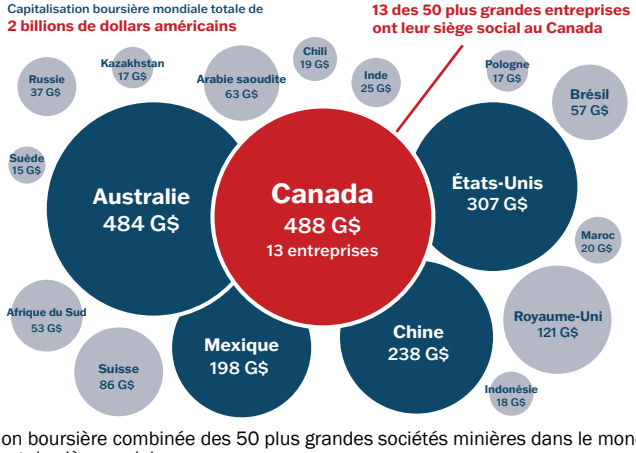
Le Canada dispose du 3e marché boursier en importance au sein du G7 avec la Bourse de Toronto, dont la taille dépasse celle de grandes bourses européennes



Graphique 7
Nota – Capitalisation boursière totale par économie au 28 octobre 2026.
Source : Bloomberg

En septembre 2026, **la valeur marchande combinée des sociétés minières canadiennes était la plus élevée dans le monde, à 488 milliards de dollars**. Nous renforçons cette valeur au moyen d'investissements stratégiques, de réformes de la réglementation et de nouveaux incitatifs fiscaux à l'investissement des entreprises, ainsi qu'en coopérant avec des alliés pour former des chaînes d'approvisionnement en minéraux plus solides et sûres.

Les sociétés minières canadiennes affichent la plus forte capitalisation boursière au monde, faisant du Canada une puissance minière

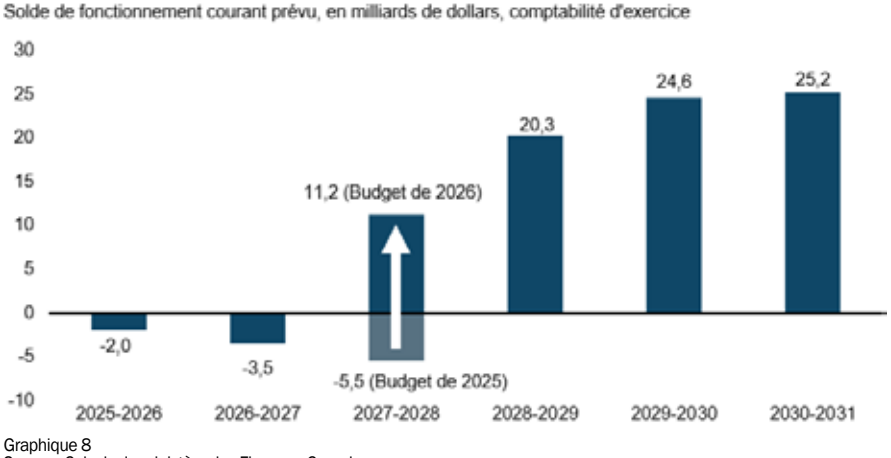


Nota – Capitalisation boursière combinée des 50 plus grandes sociétés minières dans le monde, en fonction du pays d'établissement du siège social.
Sources : Mining.com; calculs du ministère des Finances Canada

La force de bâtir.
La rigueur de produire des résultats.

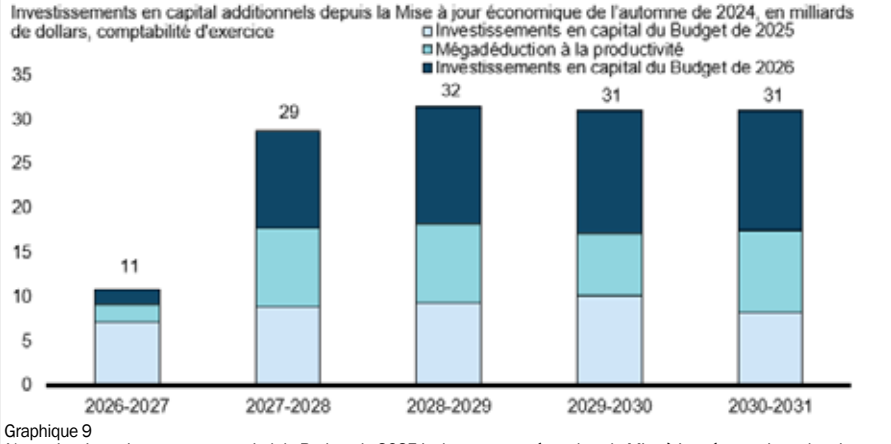
La solide position financière du Canada nous permet d'investir pour l'avenir, tout en assurant la stabilité et la rigueur auxquelles les Canadiens s'attendent. Le Budget de 2026 nous garde sur la bonne voie pour atteindre nos deux cibles budgétaires : **équilibrer les dépenses de fonctionnement courantes et les revenus d'ici 2027-2028, soit un an plus tôt que prévu, et maintenir le ratio du déficit au PIB sur une trajectoire descendante**, tout en établissant un plan pour investir dans la croissance. La fonction publique joue un rôle central dans les résultats que nous obtenons. Cependant, la taille de celle-ci a grandi pendant trop longtemps à un rythme excessif, bien supérieur au taux de croissance de la population. Nous avons pris des mesures décisives pour ramener la fonction publique à une échelle viable et redonner la priorité aux résultats produits pour les Canadiens.

Dépenses de fonctionnement et revenus équilibrés un an plus tôt que prévu



Graphique 8
Source : Calculs du ministère des Finances Canada

Le Budget de 2026 accélère les investissements en capital



Graphique 9
Nota – Les investissements en capital du Budget de 2025 incluent ceux prévus dans la Mise à jour économique du printemps de 2026.
Source : Calculs du ministère des Finances Canada

2. Le plan qu’il nous faut







Un plan qui donne des résultats

Nous avons un plan pour bâtir une économie plus forte et indépendante où la vie est plus abordable, et transformer cette période d’incertitude mondiale en opportunités au pays.

Depuis un an, nous avons mis en place une série de stratégies ambitieuses englobant l’électricité, la défense, les minéraux critiques, la sécurité alimentaire, l’IA et la nature. Ensemble, elles permettent au Canada de saisir de grandes occasions, tout en renforçant notre résilience dans un monde devenu plus incertain.

Chaque stratégie mise sur les possibilités qui s’offrent au Canada. Elles font toutes avancer le pays dans la même direction : bâtir rapidement et à grande échelle, faire économiser de l’argent aux familles, protéger ce qui compte, créer de bons emplois et diversifier nos partenariats.

Les premiers résultats sont clairs. Les investissements augmentent. Les grands projets avancent. De nouveaux accords en matière de commerce et d’investissement ouvrent des marchés à l’étranger. Plus de Canadiens trouvent des emplois valorisants et bien rémunérés dans les industries qui alimenteront la croissance dans les décennies à venir. C’est ainsi que nous deviendrons *maîtres chez nous.*

Sécurité énergétique, sécurité alimentaire, sécurité économique et sécurité nationale sont indissociables.

Nous investissons plus de 140 milliards de dollars pour renforcer les assises d’un Canada sûr et résilient.

Plus de 140 G$ investis dans des stratégies pour bâtir un Canada fort et protéger ce qui compte le plus

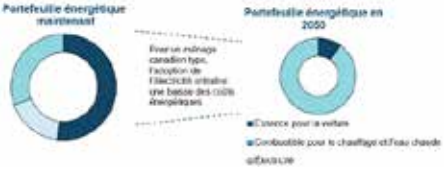
Stratégie nationale d'électrification

Plus de 50 G$*

Soutenir le secteur des services d'électricité où travaillent plus de 108 000 Canadiens

Propulser un Canada fort :

- **Doubler l'offre d'électricité au Canada** d'ici 2050.
- Réduire les émissions et accélérer l'électrification et la compétitivité.
- Créer 60 000 emplois de plus entre 2028 et 2050 dans le secteur.



Représentation conceptuelle de l'évolution du « portefeuille énergétique » du ménage canadien type, adaptée du rapport final de 2024 du Conseil consultatif canadien de l'électricité.

Stratégie en matière d'énergie nucléaire

6,5 G$

Doubler la taille de la main-d'œuvre dans le secteur nucléaire 90 000 → 180 000

Renforcer l'avantage nucléaire du Canada :

- Accélérer les projets d'intérêt national, renforcer les chaînes de valeur stratégiques et accroître l'innovation à valeur ajoutée.
- Faire du nucléaire un élément fondamental d'un **avenir fondé sur l'énergie propre** au Canada.
- Réinvestir dans la R-D nucléaire au Canada et dans la préparation sur le plan de la réglementation.
- Fournir du financement stratégique pour des projets au pays et axés sur l'exportation.

Le secteur nucléaire soutient 90 000 emplois directs et indirects, un nombre que la Stratégie vise à **doubler**.

Stratégie sur les minéraux critiques

2,3 G$*

Soutenir un secteur qui emploie 110 000 Canadiens

Nouveau financement s'appuyant sur l'enveloppe de 5 G$ pour la Stratégie sur les minéraux critiques du Canada.

Faire du Canada une puissance dans le domaine des minéraux critiques :

- Favoriser la production et le traitement des minéraux critiques au pays et préserver les chaînes de valeur de minéraux critiques.
- Appuyer le secteur des minéraux critiques qui a contribué en 2024 à injecter **33 G$** dans le PIB canadien et à soutenir 110 000 emplois, de manière directe et indirecte.

Stratégie de diversification et d'infrastructures commerciales

6,6 G$

2,2 millions d'emplois dans les secteurs d'exportation du Canada

Diversifier les secteurs d'exportation du Canada qui soutiennent directement 2,2 millions d'emplois:

- Doubler les exportations vers des marchés autres que les É.-U. d'ici la fin de 2035.
- Élargir et approfondir les liens commerciaux avec différents pays.

Les investissements dans les infrastructures favorisant le commerce devraient accroître le PIB de **21 G$** au fil du temps et créer en moyenne 4 800 emplois par an durant la construction.

■ Chapitre 1 ■ Chapitre 2 ■ Chapitre 3 ■ Chapitre 4 ■ Chapitre 5 * Nouveau soutien

Nota – Montants du financement présentés selon la comptabilité de caisse.

Plus de 140 G$ investis dans des stratégies pour bâtir un Canada fort et protéger ce qui compte le plus

Stratégie de transformation du secteur forestier

6,5 G$*

Soutenir un secteur qui emploie 200 000 Canadiens

Nouveau financement s'appuyant sur l'aide de 2,9 G$ annoncée depuis août 2025.

Renforcer la compétitivité du secteur forestier :

- Accroître l'approvisionnement en fibre et réduire les coûts par des régimes novateurs d'aménagement forestier et l'adoption de technologies.
- Moderniser les installations de production de produits forestiers.
- Appuyer la production de produits de grande valeur.
- Élargir les débouchés sur les marchés et attirer des investissements.

Stratégie automobile

9 G$

Soutenir plus de 125 000 emplois

Transformer l'industrie automobile canadienne, qui emploie directement plus de 125 000 travailleurs :

- Aider l'industrie à **s'adapter, à croître et à se diversifier dans de nouveaux marchés**, y compris par la promotion de la production de véhicules électriques (VE).
- Offrir des **incitatifs pour les VE** et développer l'infrastructure pour inciter les consommateurs à adopter ce type de véhicule.
- Soutenir **l'installation d'infrastructures de recharge pour les VE** là où elles sont le plus nécessaire.

Bâtir les logements dont les Canadiens ont besoin

44,7 G$*

Soutenir 42 000 emplois au moyen du Fonds pour bâtir des collectivités fortes

Bâtir un marché du logement qui fonctionne pour tous les Canadiens :

- Ouvrir la voie pour pour mettre fin à l'itinérance.
- Accroître le capital de **Maisons Canada** pour propulser la construction résidentielle, réduire le coût du logement et mettre fin à la pénurie de logements.
- Améliorer l'efficacité du secteur de la construction résidentielle en modernisant les données sur le logement et en établissant des normes communes sur de nouvelles méthodes de construction.

Nous investissons aussi dans les infrastructures pour faciliter la construction de logements au moyen du **Fonds pour bâtir des collectivités fortes**, qui devrait soutenir 42 000 emplois par an en moyenne au cours des 10 prochaines années.

Stratégie nationale de sécurité alimentaire

3,2 G$

Renforcer la sécurité alimentaire au pays :

- Mettre en place un **système plus résilient** permettant à toute la population canadienne **d'avoir accès à des aliments à des prix plus abordables**.
- Créer des marchés pour les épiciers indépendants.
- Faire passer la croissance du PIB annuel de l'industrie de la transformation des aliments

de 1,6 % à 2,75 %

de 2027 à 2035.

Plus de 140 G$ investis dans des stratégies pour bâtir un Canada fort et protéger ce qui compte le plus

Stratégie pour la nature

3,7 G$

Remplir la promesse du Canada de conserver **30 %** des terres et des eaux au pays d'ici 2030 :

- Collaborer avec des partenaires pour conserver des aires terrestres et marines, comme des aires marines protégées et des parcs nationaux.
- **Protéger les espèces en péril et assurer leur rétablissement** partout au Canada.
- Protéger le saumon sauvage du Pacifique et assurer sa conservation et son rétablissement en Colombie-Britannique et au Yukon.

Le Canada prépare aussi une **stratégie nationale sur les océans** pour protéger les océans qui le bordent, assurer sa sécurité maritime et assurer le développement durable de notre économie océanique.

Stratégie industrielle de défense

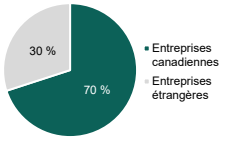
7,7 G$

Plus que doubler la taille de la main-d'œuvre dans le secteur de la défense 38 000 → 89 000

Transformer l'industrie de la défense au Canada :

- Donner la priorité aux fournisseurs et aux matériaux canadiens.
- Investir dans l'innovation et la commercialisation au pays.
- Assurer une demande prévisible pour les chaînes d'approvisionnement nationales.

Porter **à 70 %** la part des acquisitions de défense auprès d'entreprises canadiennes.



Stratégie nationale antifraude

Établir un **cadre antifraude multisectoriel** :

- Établir des mesures de protection axées sur la fraude dans l'ensemble des secteurs des services financiers et des télécommunications, ainsi que des plateformes numériques.
- Exiger que les organisations préviennent, détectent et contrecarrent la fraude et y remédient.

Le gouvernement tient des consultations sur la structure du cadre, y compris son champ d'application et la portée des obligations qui y seront prévues.

Stratégie en matière d'IA et investissements dans l'informatique quantique

2,7 G$

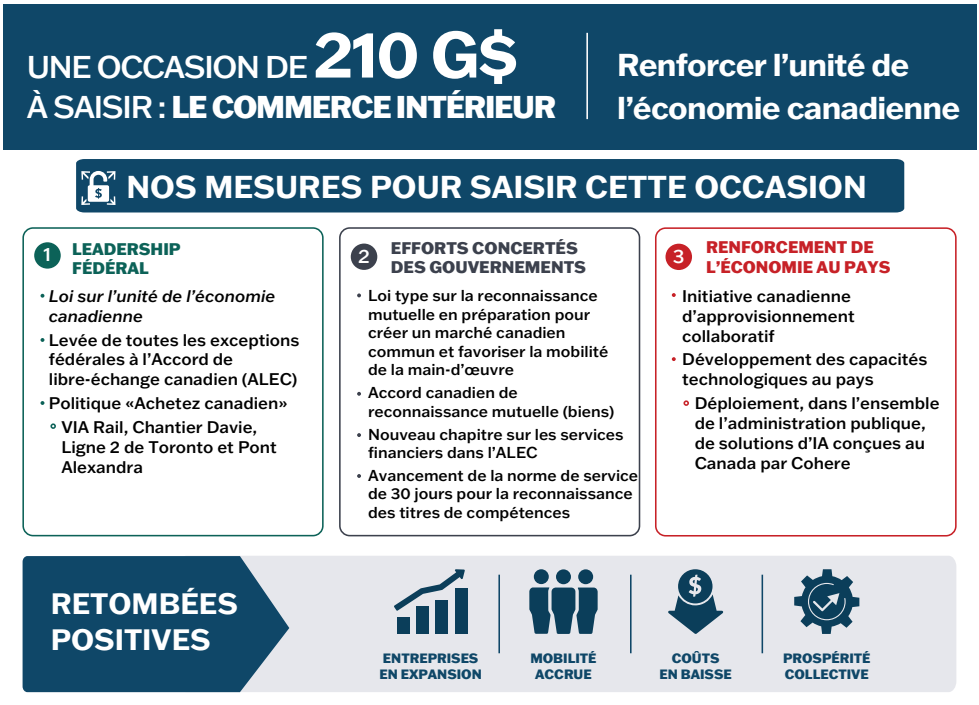
Créer 90 000 stages et emplois en IA

- Renforcer la souveraineté du Canada en matière d'IA (puissance de calcul, données, talents, infrastructures).
- **Débloquer 200 G$ de plus en activité économique** et créer jusqu'à 90 000 emplois et stages en IA pour les jeunes Canadiens d'ici cinq ans.
- **Investir dans des projets stratégiques**, comme Xanadu Quantum Technologies et Cohere, pour rendre le Canada plus compétitif en informatique quantique et en IA.

Consolider nos forces au pays

Notre premier marché doit être le Canada tout entier. Or, il reste encore difficile pour les travailleurs, les entreprises, les biens, les services et les capitaux de franchir les frontières d'une province ou d'un territoire à un autre en raison de barrières internes qui limitent la concurrence, la productivité et la capacité d'expansion des entreprises canadiennes.

Nous sommes en train de changer les choses. Nous avons levé les obstacles au commerce intérieur au niveau fédéral, et les provinces et les territoires progressent en vue d'établir des accords de reconnaissance mutuelle, ainsi que des ententes sur la mobilité de la main-d'œuvre et la vente directe d'alcool aux consommateurs. L'Ontario s'est aussi engagé à adhérer au régime de passeport canadien institué pour la réglementation des valeurs mobilières, ce qui constitue une importante avancée en vue d'établir un marché des capitaux mieux intégré. Tous ces efforts contribuent à transformer 13 marchés fragmentés en une économie canadienne forte et unie.



Selon le Fonds monétaire international, l'élimination des obstacles au commerce intérieur pourrait faire croître le PIB du Canada de jusqu'à 7 %, soit une hausse d'environ 210 milliards de dollars à long terme. Grâce à un marché unifié, les entreprises canadiennes disposeront de l'éventail de moyens et des capitaux dont elles ont besoin pour croître, les travailleurs pourront se bâtir des carrières partout au pays, et le Canada sera plus compétitif à l'échelle mondialee.

Au moyen de la **politique** « **Achetez canadien** » et d'initiatives d'approvisionnement conjointes, nous tirons parti des achats d'environ 37 milliards de dollars par année du gouvernement fédéral pour soutenir les fournisseurs canadiens, renforcer les chaînes d'approvisionnement au pays et aider les entreprises canadiennes à croître et à rivaliser avec la concurrence. Au 2 octobre 2026, 40 contrats avaient été accordés dans le cadre de cette politique, pour des acquisitions d'une valeur estimée à 1,65 milliard de dollars. Nous devons devenir nos propres meilleurs clients. Pour ce faire, nous créons plus de possibilités pour les entreprises et les travailleurs canadiens, tout en renforçant les capacités nationales requises pour faire face à la concurrence avec succès à l'étranger.



Investir dans les travailleurs et les compétences

Le Canada a besoin de travailleurs qualifiés pour bâtir des logements, ainsi que les infrastructures et les projets énergétiques qui stimuleront la croissance. Dans le cadre de l'initiative **Une Équipe Canada forte**, ce seront jusqu'à 100 000 travailleurs qui seront recrutés, formés et embauchés dans les métiers désignés Sceau rouge. De plus, six nouvelles **alliances pour la main-d'œuvre** réuniront l'industrie et les travailleurs en vue de répondre aux besoins en compétences.

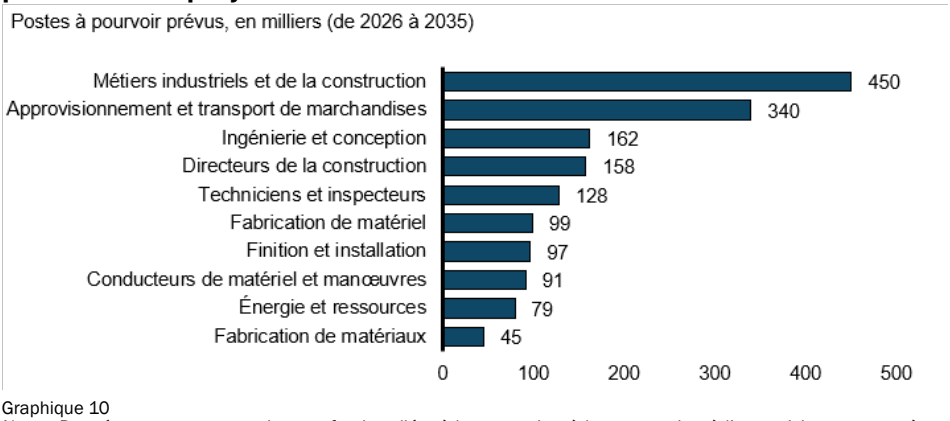
Nous avons aussi mis en place des mesures d'intervention rapide, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, pour soutenir les travailleurs et les employeurs touchés par les perturbations commerciales.

Les jeunes de tout le pays profitent également de nouvelles occasions de travailler et de lancer leur carrière grâce aux 175 000 stages et possibilités de perfectionnement des compétences soutenus en 2026-2027 par le programme **Emplois d'été Canada**, la **Stratégie emploi et compétences jeunesse** horizontale et le **Programme de stages pratiques pour étudiants**.

Le Budget de 2026 poursuivra sur cette lancée au moyen du **Fonds pour les partenariats en faveur de la préparation à l'emploi des peuples autochtones**, afin de soutenir le perfectionnement des compétences et l'emploi des Autochtones.

Ces mesures aideront à assurer que toutes les personnes au pays pourront acquérir de nouvelles compétences, trouver des carrières enrichissantes et contribuer à la vigueur et à la croissance de notre économie.

Le Canada aura besoin de plus de 1 million de travailleurs qualifiés pour bâtir les projets de demain



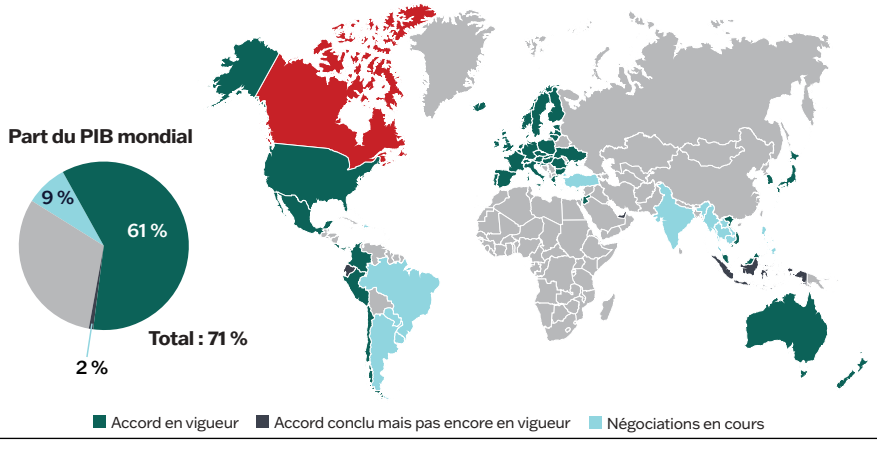
Graphique 10
Nota – Données portant sur certaines professions liées à la conception, à la construction, à l'approvisionnement et à l'exploitation de grands projets.
Sources : Système de projection des professions au Canada; calculs du ministère des Finances

Diversifier nos partenariats à l'étranger

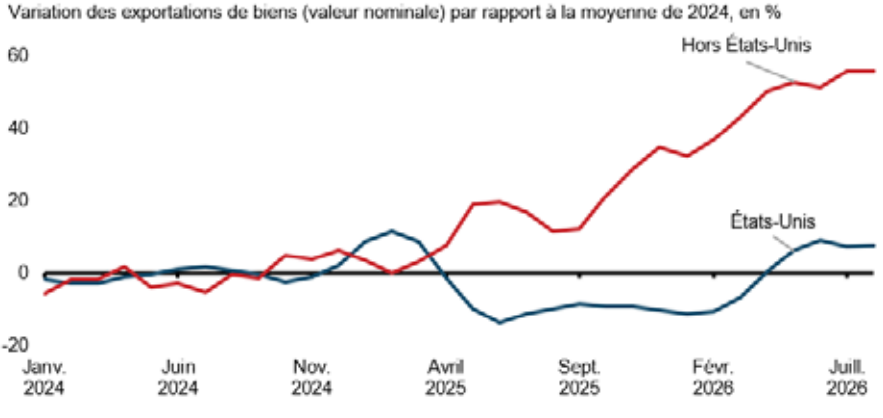
Les entreprises qui investissent au Canada gagnent un accès immédiat à un réseau commercial diversifié et résilient, y compris un accès préférentiel à des marchés mondiaux en croissance et en expansion. Le Canada inspire confiance dans le monde entier. Nous tirons parti de cet avantage pour bâtir avec des partenaires commerciaux fiables un réseau d'une diversité et d'une résilience encore plus grandes.

Au sein du G7, le Canada est le seul pays qui a un accord de libre-échange avec chacun des autres pays membres. Grâce aux 15 accords du Canada en vigueur avec 51 pays, les entreprises canadiennes profitent déjà d'un accès préférentiel à 1,5 milliard de consommateurs et à des économies représentant environ les deux tiers du PIB mondial. Nous cherchons maintenant à doubler cet accès pour atteindre un bassin de 3 milliards de consommateurs grâce aux négociations en cours sur de nouveaux accords commerciaux et économiques.

Le réseau d'accords commerciaux du Canada atteindra bientôt 3 milliards de consommateurs en englobant des marchés à l'origine de près des trois quarts du PIB mondial



Les exportations ont bondi de plus de 50 % vers des marchés autres que les États-Unis depuis 2024

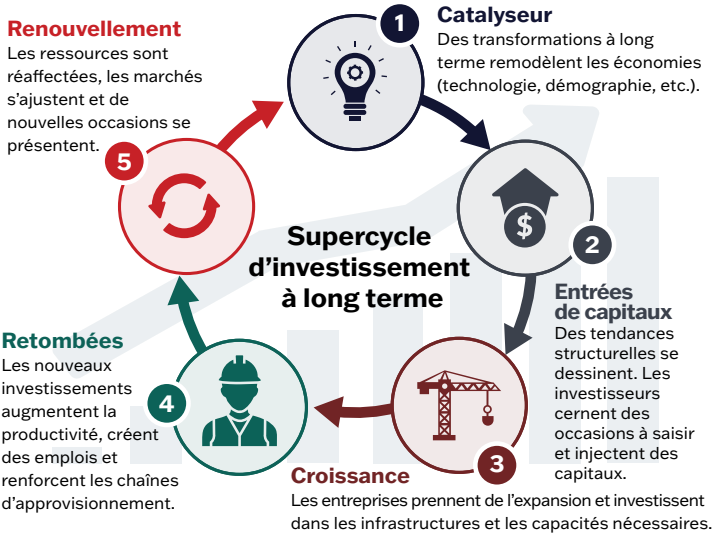


Graphique 11
Nota – Données calculées sur la base de la balance des paiements (valeur nominale), selon une moyenne sur trois mois. Le dernier point de données correspond à août 2026.
Source : Statistique Canada

3. Le supercycle d'investissement au Canada a déjà débuté

Le Canada entre dans une nouvelle ère d'investissement. La convergence des investissements publics, des capitaux privés, des grands projets et des nouveaux débouchés sur les marchés accroît la capacité de construire et de produire au Canada dans les décennies à venir.

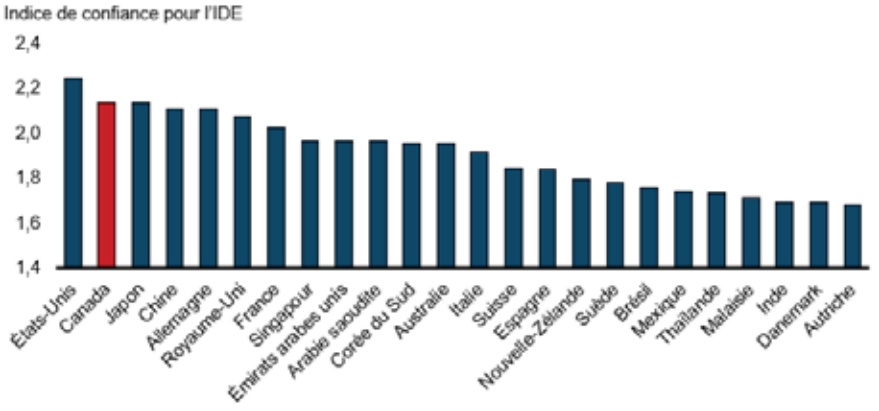
C'est le cœur même du **supercycle d'investissement au Canada**. Il s'agit d'un cycle en constante évolution où chaque investissement rend les conditions plus propices au prochain. Un régime fiscal concurrentiel accroît le rendement et attire des capitaux. Les nouvelles infrastructures ouvrent des marchés. Une économie plus propre et compétitive crée des conditions prévisibles pour les investisseurs. Les projets énergétiques soutiennent de nouvelles industries. Et les grands projets créent de la demande non seulement à l'égard des travailleurs et des fournisseurs canadiens, mais aussi au sein des communautés.



Les ressources naturelles, les talents, l'énergie, la stabilité et l'accès aux marchés dont le Canada bénéficie lui permettent de rivaliser avec la concurrence à vaste échelle – et de faire en sorte que les retombées profitent aux collectivités d'ici. Grâce à tous ces avantages, les investissements peuvent se traduire par une hausse de la productivité, des carrières plus enrichissantes, une augmentation des revenus et un coût de la vie plus abordable pour la population canadienne.

Nous nous employons maintenant à concrétiser des **engagements d'investissements de près de 500 milliards de dollars sous la forme de projets, d'emplois et de croissance**. Nos efforts se déploient sur différents plans : construire plus de logements, moderniser les infrastructures, doubler la capacité électrique, lancer de nouveaux projets de minéraux critiques, investir dans la défense pour bâtir de nouvelles industries, approfondir les liens avec les marchés mondiaux. Nous aidons aussi les entreprises de toutes tailles à investir dans la technologie, l'automatisation, la robotique et l'IA pour accroître leur productivité et mieux l'emporter sur la concurrence à l'échelle internationale.

Le Canada se classe au 2e rang des 25 pays les plus attractifs pour l'investissement direct étranger

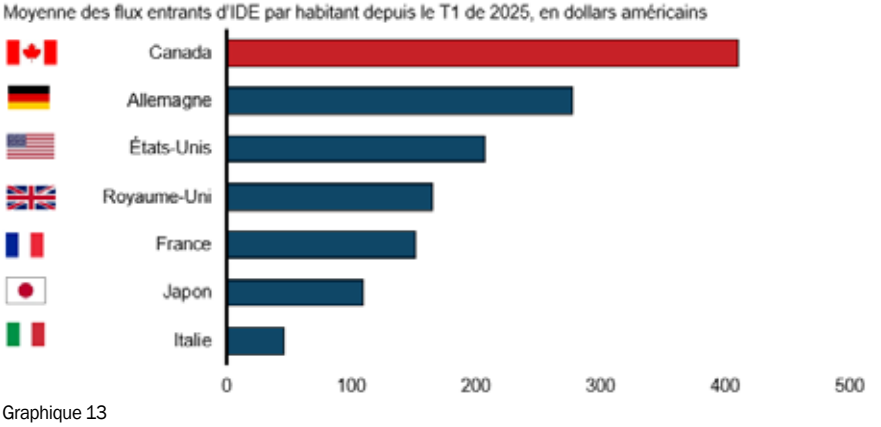


Graphique 12
Source : Kearny, 2026

Les investissements directs étrangers au Canada ont grimpé à leur niveau le plus élevé en près de 20 ans. En 2025, le Canada a attiré des investissements étrangers de 98 milliards de dollars. Depuis le début de 2025, le Canada se classe en tête du G7 pour les flux entrants d'investissements directs étrangers par habitant, et il a été classé comme le pays le plus attractif du monde pour les investissements dans les infrastructures.

Les investisseurs choisissent de plus en plus le Canada parce qu'il a ce que le monde recherche : ressources naturelles, talents, accès aux marchés et certitude sur le plan des politiques, en particulier dans des secteurs clés au pays. D'autres avantages aident aussi à attirer les capitaux à long terme nécessaires pour bâtir les industries de demain, notamment le régime fiscal concurrentiel du Canada, ses crédits d'impôt à l'investissement, les voies rapides mises en place pour la réalisation des projets, l'élargissement de son accès aux marchés, sa rigueur budgétaire, ainsi que ses institutions stables offrant la prévisibilité requise.

Les investisseurs choisissent de plus en plus le Canada, où l'IDE par habitant est le plus élevé du G7



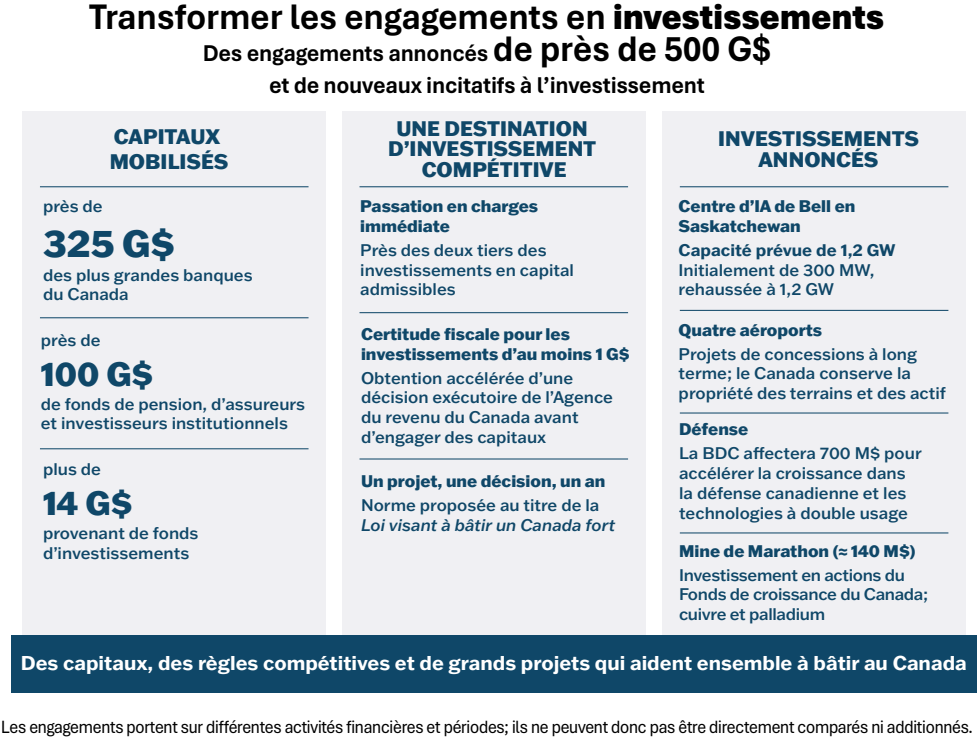
Graphique 13
Nota – Le dernier point de données correspond au T1 de 2026 pour tous les pays, à l'exception du Canada pour lequel le T2 de 2026 est inclus.
Sources : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); Statistique Canada; calculs du ministère des Finances Canada

Sommet canadien de l'investissement

En septembre 2026, le Canada a tenu à Toronto le Sommet canadien de l'investissement, le premier événement de ce genre organisé au pays. Ce sommet a réuni environ 200 investisseurs internationaux de premier plan, des ministres fédéraux, des hauts responsables, des représentants des provinces et des dirigeants de peuples autochtones pour promouvoir les possibilités d'investissement dans les secteurs de l'énergie, des minéraux critiques, de l'IA, de la défense et des infrastructures. Cet événement marquant a confirmé la position du Canada à titre de destination de choix pour les capitaux mondiaux et les investissements à long terme.

Le sommet a débouché sur de **nouveaux engagements d'investissement et de financement pour les entreprises au Canada se montant à près de 500 milliards de dollars**. Venant de près de 30 pays, les participants, qui ensemble gèrent plus de 100 000 milliards de dollars en actifs, ont annoncé d'importants engagements dans des secteurs stratégiques, dont les infrastructures, l'énergie, les technologies numériques, les minéraux critiques et la fabrication de pointe. Ces engagements contribueront à faire avancer des projets d'intérêt national, à renforcer la compétitivité du Canada et à mobiliser des capitaux privés d'une ampleur jamais vue auparavant.

Des annonces majeures faites lors du sommet mettent également en lumière la confiance grandissante que les investisseurs accordent au Canada comme lieu où investir à grande échelle. Portant sur les nouvelles technologies, l'énergie et des infrastructures stratégiques, ces projets viendront favoriser la croissance économique, renforcer les avantages concurrentiels du Canada et créer des emplois de grande qualité partout au pays.



Les engagements portent sur différentes activités financières et périodes; ils ne peuvent donc pas être directement comparés ni additionnés.

La Mégadéduction à la productivité : coup d'envoi au supercycle d'investissement au Canada

Grâce à la nouvelle **Mégadéduction à la productivité**, il coûtera beaucoup moins cher aux entreprises d'investir au Canada, d'y prendre de l'expansion et d'accroître leur productivité, et ce, pour trois raisons :

1. **Les entreprises de toutes tailles peuvent désormais déduire immédiatement le coût intégral d'un nouvel investissement.** La **Mégadéduction à la productivité** permet la déduction immédiate des biens admissibles acquis à compter du 15 septembre 2026. Les coûts initiaux des investissements sont ainsi réduits, et les entreprises de toutes tailles sont davantage incitées à acheter du matériel, à adopter des technologies, à élargir leurs activités et à créer des emplois.
2. **Beaucoup plus d'investissements courants des entreprises en bénéficient**. Près des **deux tiers** des investissements en immobilisations seront admissibles à la passation en charges immédiate, contre environ 15 % auparavant. Les entreprises de toutes tailles en profiteront, des entreprises locales qui achètent des appareils de cuisine, des outils, des technologies de bureau ou de la machinerie agricole aux entreprises en croissance qui investissent dans le matériel de fabrication, de l'équipement d'exploitation minière, les oléoducs ou gazoducs, les véhicules de construction, les logiciels, la recherche et développement, les câbles à fibre optique ou les voies ferrées. Quelques exclusions visent certains actifs de longue durée, les biens réglementés ou ceux destinés à un usage personnel. Le Canada offre ainsi aux investisseurs un régime concurrentiel par rapport à celui des États-Unis et plus compétitif que celui des autres pays du G7.
3. **Cette mesure est permanente.** Les entreprises doivent planifier des années à l'avance tout investissement majeur. Le fait de rendre permanente la passation en charges immédiate procurera aux entreprises la certitude dont elles ont besoin pour prendre des décisions et mobiliser des capitaux.

Sur une période de 10 ans, la Mégadéduction à la productivité **pourrait accroître la capacité de production au Canada, faire augmenter l'activité économique d'environ 22 milliards de dollars par année** et contribuer à créer jusqu'à **80 000 emplois à long terme d'ici 10 ans.**

Pour les nouveaux investissements, le fardeau fiscal passera d'un taux de 13 % à 6,4 %, soit moins de la moitié de celui des États-Unis. Ce taux correspond environ au tiers du taux moyen pour les pays de l'OCDE et au quart de la moyenne des pays du G7. En termes simples, une entreprise paiera environ 60 % moins d'impôt sur le rendement d'un nouvel investissement au Canada qu'aux États-Unis.

Retombées économiques estimées à long terme

22 G$

hausse annuelle de l'activité économique

80 000

emplois à long terme créés d'ici 10 ans (estimation)

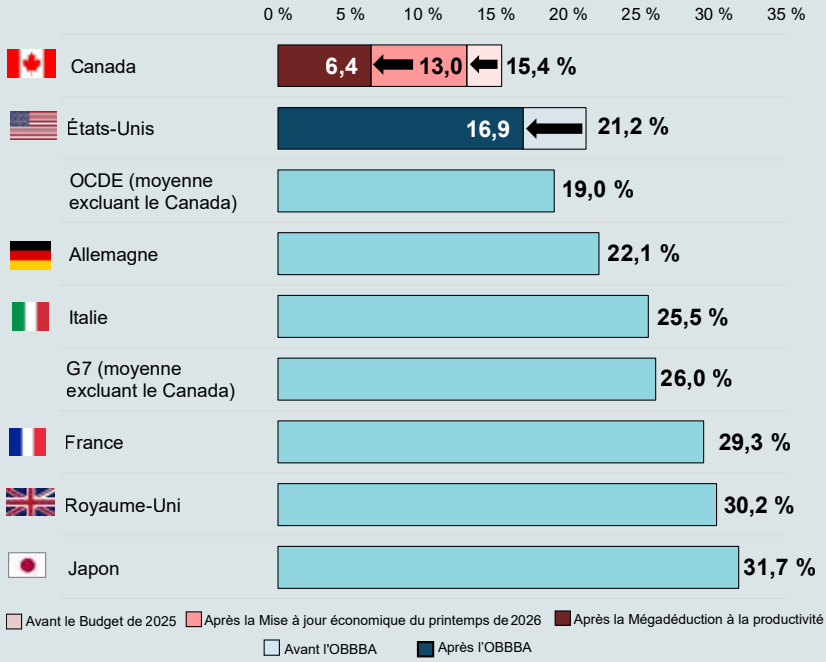
Le Canada est le pays du G7 où le fardeau fiscal sur les nouveaux investissements des entreprises est le moins élevé

Taux effectif marginal d'imposition (TEMI) estimé sur les nouveaux investissements visés par la **Mégadéduction à la productivité**.

6,4 %

TEMI du Canada à la suite de la Mégadéduction à la productivité

Taux effectif marginal d'imposition (TEMI) sur les nouveaux investissements des entreprises, estimations de 2026



Graphique 14

Nota – OBBBA désigne la loi américaine *One Big Beautiful Bill Act*.

« Depuis [...] mars 2025, le Canada affiche des performances supérieures à celles des États-Unis, de la zone euro et de tous les autres pays du monde. Il s'agit des conditions les plus propices aux investissements étrangers au Canada jamais vues depuis un siècle. »

Matt Winkler,
Rédacteur en chef émérite, Bloomberg News

Aider les entreprises de toutes tailles à investir et à croître

Les petites et moyennes entreprises (PME) forment l'épine dorsale de l'économie canadienne : elles représentent plus de 98 % des entreprises au pays et créent des emplois dans les communautés d'un océan à l'autre. Pour aider les entreprises à investir, à croître et à réussir au Canada, le Budget de 2026 prévoit les mesures qui suivent.

- **L'Incitatif canadien à la croissance** aidera les entreprises canadiennes à attirer des investissements et à croître au pays. Il compte deux volets : une **nouvelle exonération d'impôt** pouvant aller jusqu'à 15 millions de dollars de gains en capital réalisés lors de la cession d'un investissement fructueux admissible; et une bonification du **report par roulement de placements dans de petites entreprises**, qui permettra de reporter davantage d'impôt sur les gains en capital lorsque les produits sont réinvestis dans une autre petite entreprise canadienne. En permettant aux bâtisseurs d'entreprises de conserver une plus grande part des bénéfices, ces mesures aideront à placer le Canada sur un pied d'égalité avec les États-Unis, à attirer plus de capitaux dans les entreprises canadiennes et à favoriser le réinvestissement au pays.
- **Un programme de recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) davantage tourné vers la commercialisation** aidera plus d'entreprises canadiennes à concevoir de nouveaux produits et de nouvelles technologies et à les mettre en marché. Cet investissement de 930 millions de dollars aidera à transformer plus d'idées canadiennes en entreprises en croissance, en nouveaux emplois bien rémunérés et en innovations canadiennes.
- **Le renouvellement du soutien du PARI du CNRC pour les technologies propres** aidera les PME canadiennes actives dans ce secteur à concevoir de nouvelles technologies, à en faire la démonstration et à les commercialiser.
- **Un examen de l'écosystème fédéral de la propriété intellectuelle (PI)** aidera les innovateurs canadiens à protéger, à commercialiser et à conserver une plus grande part de la PI ici au Canada, y compris pour renforcer la commercialisation de la recherche, et permettra d'établir des garde-fous contre les pratiques abusives en lien avec les brevets.

De plus, nous lançons une initiative de **simplification du régime fiscal**, qui sera la plus ambitieuse menée depuis des décennies. Le Budget de 2026 prévoit une première série d'importantes réformes. Cette initiative réduirait les coûts liés à la conformité et le fardeau administratif pour les entreprises et les particuliers en venant :

- simplifier les règles fiscales;
- simplifier les exigences de déclaration;
- moderniser l'administration de l'impôt.

En ayant moins de formalités fiscales à remplir, les Canadiens et les entreprises disposeront ainsi de plus de temps, que ce soit pour **investir, embaucher des employés, innover et faire croître leurs activités**.

Ces mesures aideront les entreprises canadiennes à prendre de l'expansion, à faire face à la concurrence et à réinvestir le fruit de leur succès dans la prochaine génération d'entreprises d'ici.

La concurrence, clé de l'investissement, de la productivité et d'une vie plus abordable

Pour aider les entreprises de toutes tailles à investir et à prendre de l'expansion, il faut créer les conditions qui leur permettront de rivaliser avec la concurrence et de réussir. Une concurrence accrue donne aux entreprises plus de possibilités d'accéder à de nouveaux marchés et de croître, tout en favorisant les investissements, l'innovation et la croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie. Elle se traduit aussi par un plus grand choix, de meilleurs services et des prix plus bas pour les Canadiens et les entreprises.

Pour réaliser ces objectifs, le gouvernement suit une nouvelle démarche systématique grâce à son **Plan pangouvernemental pour la concurrence**, dont voici quelques mesures importantes :

- Accroître la concurrence dans des secteurs clés, notamment au moyen de la **Feuille de route sur la concurrence dans le secteur des télécommunications** et de **réformes dans le secteur financier**.
- Renforcer l'application de la loi sur la concurrence.
- Permettre aux consommateurs de changer plus facilement de fournisseurs, notamment en élargissant les droits en matière de portabilité des données.
- Collaborer avec les provinces et les territoires pour mettre fin aux contrôles de propriété qui limitent la concurrence dans le secteur de l'épicerie de détail, ainsi que lever les restrictions à la mobilité de la main-d'œuvre.
- Intégrer la prise en compte de la concurrence dans l'ensemble de la réglementation, des politiques et des mesures de soutien aux entreprises du gouvernement fédéral.

Toutes ces mesures donneront aux nouvelles entreprises plus de possibilités d'entrer sur le marché et de prendre de l'expansion, inciteront d'autres entreprises à investir et à innover et stimuleront la productivité et la croissance, tout en offrant aux Canadiens plus de choix à des prix plus bas et de meilleurs services.

Le gouvernement, catalyseur de la concurrence

La concurrence par défaut : intégrer la concurrence dans la prise de décision au gouvernement et renforcer les institutions responsables de la faire respecter

Éliminer les obstacles à la croissance

Rendre plus facile pour les entreprises d'entrer sur le marché et de rivaliser avec la concurrence, favoriser la croissance en réduisant le fardeau administratif, ouvrir des secteurs clés à de nouveaux concurrents et aux investissements, et accroître la mobilité de la main-d'œuvre.

Quelques initiatives du Budget de 2026

- Favoriser l'entrée sur le marché et la croissance de nouvelles banques et coopératives de crédit concurrentes
- Collaborer avec les provinces et territoires en vue d'interdire les clauses de non-concurrence dans tout le pays

Donner plus de pouvoir aux consommateurs

Aider les Canadiens à obtenir le meilleur rapport qualité-prix en accroissant la transparence des prix, en facilitant les changements de forfaits ou de fournisseurs et en renforçant la protection des consommateurs.

Quelques initiatives du Budget de 2026

- Collaborer avec les provinces et territoires au sujet du contrôle de propriété dans le secteur de l'épicerie de détail
- Accroître la couverture de l'assurance-dépôts
- Aider les Canadiens à comprendre les frais bancaires qu'ils paient annuellement
- Aider les Canadiens à obtenir un prêt hypothécaire abordable

Appuyer l'innovation

Aider les nouvelles idées à se concrétiser en modernisant les règles du marché et en élargissant l'accès aux données, au spectre et aux infrastructures.

Quelques initiatives du Budget de 2026

- Lancer la prochaine phase de modernisation des paiements au Canada
- Élargir la portabilité des données au-delà des services bancaires

Propulser un Canada fort

Le monde évolue rapidement. Les États-Unis bouleversent le commerce mondial, des conflits font rage en Europe et au Moyen-Orient, l'IA se développe à un rythme effréné et les changements climatiques s'intensifient. Dans ce monde en pleine mutation, l'électricité est essentielle pour assurer la sécurité énergétique et la compétitivité du Canada, ainsi qu'un coût de la vie abordable au pays.

L'économie du 21e siècle reposera de plus en plus sur l'électricité. Par conséquent, les pays qui peuvent offrir une électricité abondante, abordable et fiable seront les mieux placés pour attirer des investissements, stimuler l'innovation, accroître la productivité et croître. Le Canada part d'une position de force, puisqu'il dispose déjà d'un réseau électrique propre à près de 80 % et qu'il affiche les coûts d'électricité parmi les plus bas du G7. Comme notre économie et nos industries consomment de plus en plus d'énergie, la demande d'électricité au Canada devrait doubler d'ici 2050. Ce virage est déjà en cours dans le domaine des transports, où le Budget de 2026 élargit l'infrastructure de recharge pour accélérer l'adoption des véhicules électriques. Nous nous trouvons devant cette occasion unique de bâtir un avenir plus prospère et durable, où le coût de la vie est plus abordable, pour devenir *maîtres chez nous.*

Au cœur de ces efforts se trouve la nouvelle **Stratégie nationale d'électrification** du Canada qui, grâce à une électricité abordable, fiable et propre, viendra :

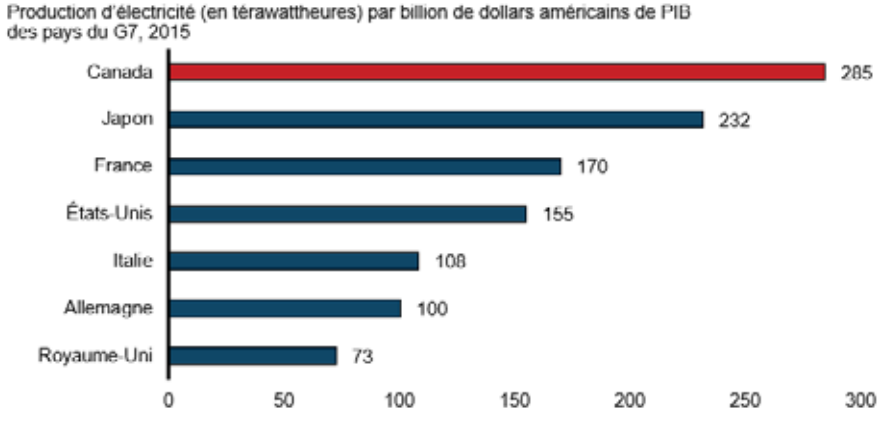
- **Bâtir une économie plus propre** en collaborant avec les provinces, les territoires, les entreprises de services publics et les partenaires autochtones pour doubler, d'ici 2050, l'infrastructure des réseaux électriques au Canada et fournir l'énergie propre et fiable nécessaire pour soutenir la croissance économique et l'électrification.
- **Rendre l'énergie plus abordable** en investissant dans l'infrastructure d'électricité requise pour accroître l'offre et répondre à la demande grandissante.
- **Relier tout le Canada grâce à l'électricité** en construisant et en prolongeant les lignes de transport entre les réseaux régionaux de l'Est et de l'Ouest, afin de devenir nous-mêmes nos meilleurs clients dans ce domaine.
- **Créer de bons emplois et développer la main-d'œuvre dont le Canada a besoin** en formant, en attirant et en embauchant les travailleurs qualifiés qui construiront et entretiendront les réseaux électriques de demain.
- **Bâtir avec les ressources d'ici**, des technologies et des matériaux canadiens et en faisant appel à des fournisseurs canadiens dans toute la mesure du possible pour renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales. Par exemple, le **Fonds de réponse stratégique** aide à soutenir la fabrication de composants de réseaux électriques et la production de matériaux de batteries au Canada.

Le Budget de 2026 investit plus de **50 milliards de dollars** pour propulser un Canada fort.



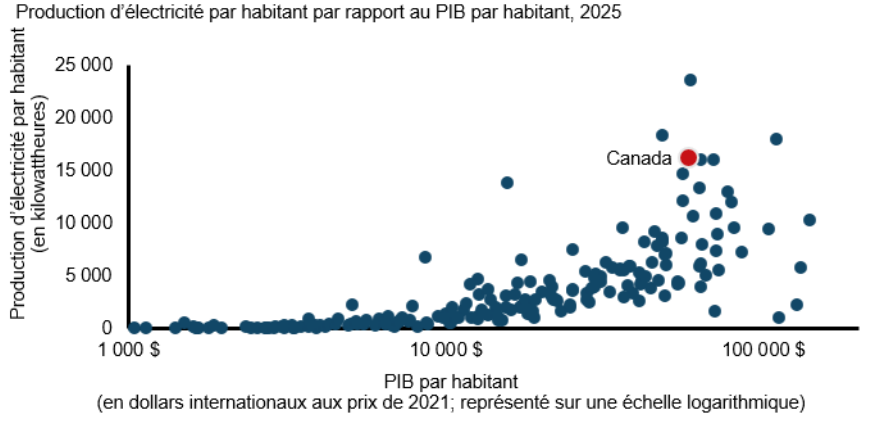
La production et la gestion de notre propre énergie se trouvent au cœur de la mission que le Canada s'est donné de devenir une superpuissance énergétique mondiale. Comme notre économie et nos industries consomment de plus en plus d'énergie, **la demande d'électricité au Canada devrait doubler d'ici 2050**. En bâtissant plus de projets énergétiques, nous pourrons non seulement mieux répondre à cette demande, mais aussi renforcer notre souveraineté énergétique. Nos industries y gagneront un avantage concurrentiel, et le Canada attirera des investissements porteurs de croissance à long terme.

Le Canada s'est classé en tête du G7 pour la production d'électricité par rapport au PIB en 2025



Graphique 15
Sources : Statistiques de 2025, calculées sur la base des données sur le produit intérieur brut (PIB), en dollars américains courants, provenant de la base de données sur les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et des données sur l'électricité de 2026 du *Statistical Review of World Energy* de l'Energy Institute.

Une électricité abondante est un trait distinctif d'une économie prospère



Graphique 16

Nota – Production annuelle moyenne d'électricité par habitant, mesurée en kilowattheures par personne. PIB par habitant ajusté en fonction de l'inflation et des différences de coût de la vie entre les pays. Lorsque les données de 2025 ne sont pas disponibles, les données de l'année la plus proche entre 2020 et 2024 sont utilisées.
Sources : Our World in Data, à partir de données d'Eurostat, de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale (2026), avec des ajustements mineurs effectués par Our World in Data; Ember (2026); Energy Institute, *Statistical Review of World Energy* (2026); Pinto et coll. (2023); Department for Energy Security and Net Zero du Royaume-Uni (2023); données démographiques provenant de diverses sources (2024), avec un traitement important effectué par Our World in Data.

Accélérer la réalisation de grands projets

Nouvelles possibilités d'investissement













Le Canada a une occasion qui ne se présente qu'une fois par génération de devenir une superpuissance énergétique mondiale, de transformer son économie, de diversifier ses échanges commerciaux et de renforcer son autonomie stratégique. Pour la saisir, nous devons bâtir ensemble, avec la confiance et l'ambition qui ont toujours fait la force du Canada.

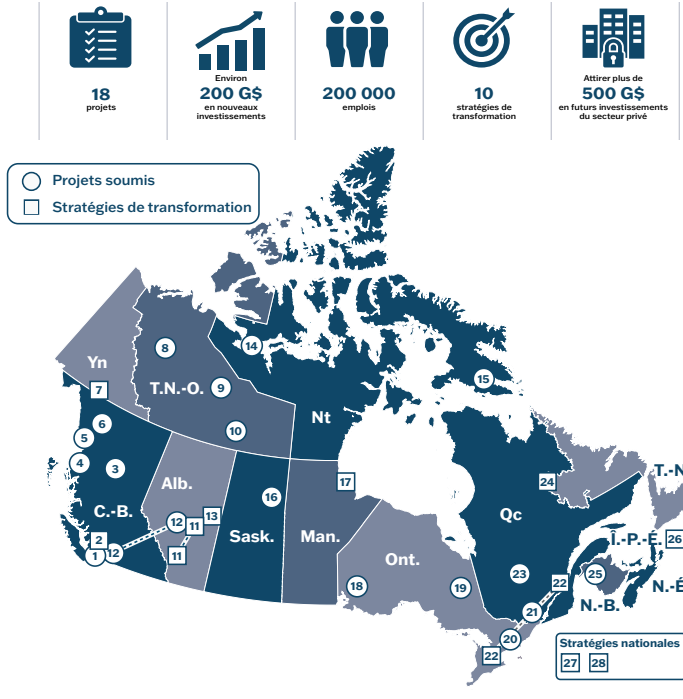
Le Canada a déjà bâti en grand – du Chemin de fer Canadien Pacifique jusqu'à la Voie maritime du Saint-Laurent, en passant par la route Transcanadienne et la filière des sables bitumineux. Ces projets ont uni notre pays, transformé notre économie et montré que le Canada est plus fort et plus prospère lorsque nous poursuivons un objectif commun. Une fois de plus, les ambitions du Canada sont à la hauteur de son potentiel. Nous éliminons les obstacles, renforçons notre marché intérieur et créons les conditions nécessaires à la réalisation, en partenariat avec les peuples autochtones, de projets d'intérêt national qui relient les provinces et les territoires.

Le **Bureau des grands projets** (BGP) transforme cette ambition en actions concrètes. En réunissant dès le départ les gouvernements, les partenaires autochtones, les promoteurs et les organismes de réglementation, il aide à accélérer la réalisation des grands projets, de manière plus prévisible et mieux coordonnée, tout en maintenant les normes élevées du Canada en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Vingt-huit initiatives d'intérêt national ont déjà été soumis au BGP, notamment des ports, des mines, des projets énergétiques et des corridors commerciaux partout au pays. Ensemble, elles projets pourraient contribuer à mobiliser près de 500 milliards de dollars en nouveaux investissements, à favoriser une prospérité durable et à renforcer la résilience du Canada.

Un projet. Une décision. Un an.

Le respect de normes élevées n'est pas forcément synonyme de lenteur dans la prise de décision. Des évaluations plus rapides et prévisibles des projets procureront aux investisseurs la certitude voulue pour que le Canada puisse commencer à bâtir.

Le Canada accélère les projets qui alimenteront la croissance



Colombie-Britannique
1. Terminal 2 à Roberts Bank
2. Stratégie de la porte d'entrée du port de Vancouver
3. Ligne de transport d'électricité de la côte nord
4. LNG Canada – phase 2
5. Terminal de GNL Ksi Lisims
6. Expansion de la mine Red Chris

Yukon
7. Corridor essentiel de conservation du Nord-Ouest

Territoires du Nord-Ouest
8. Route de la vallée du Mackenzie
9. Corridor économique et de sécurité de l'Arctique
10. Agrandissement de la centrale hydroélectrique Taltson

Alberta
11. Train à grande vitesse en Alberta
12. Oléoduc Pacific Link
13. Pathways Plus

Nunavut
14. Route et port de Grays Bay
15. Projet hydroélectrique Nukkiksautiit à Iqaluit

Saskatchewan
16. Projet de McIlvenna Bay

Manitoba
17. Port de Churchill Plus

Ontario
18. Dépôt géologique en profondeur
19. Projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel
20. Projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington

Québec
21. Projet de terminal à conteneurs de Contrecœur
22. Train à grande vitesse Alto, corridor Ontario-Québec
23. Mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite

Terre-Neuve-et-Labrador
24. Corridor d'énergie propre, de minéraux critiques et d'infrastructures de la fosse du Labrador

Nouveau-Brunswick
25. Mine Sisson de Northcliff Resources

Canada atlantique
26. Stratégie énergétique du Canada atlantique

À l'échelle nationale
27. Stratégie d'investissement dans les interconnexions de transport d'électricité
28. Stratégie sur les minéraux critiques

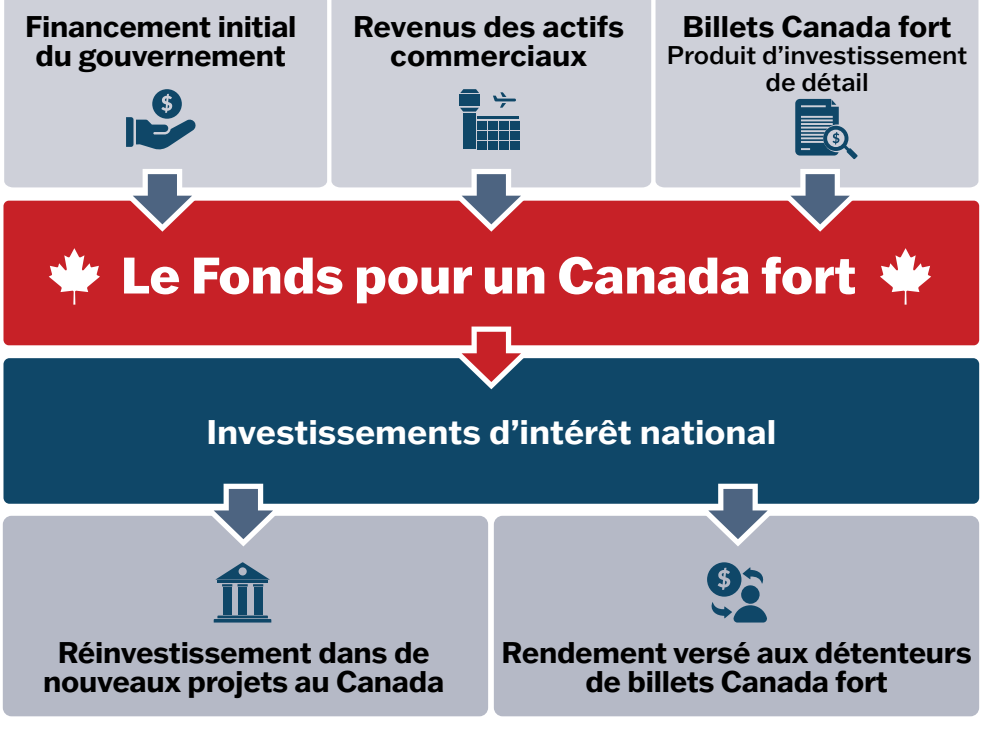
Le Fonds pour un Canada fort : créer de la richesse pour les générations futures

Alors que nous bâtissons en grand, nous veillons à ce que tous les Canadiens puissent profiter de la prospérité collective et investir dans l'avenir du Canada. Le **Fonds pour un Canada fort**, le premier fonds d'investissement souverain national du Canada, investira 25 milliards de dollars dans des projets d'intérêt national et des entreprises canadiennes en forte croissance, afin que nos ambitions pour le pays contribuent à une prospérité à long terme et que les Canadiens obtiennent leur part de la valeur que nous créons ensemble.

Le Fonds investira exclusivement au Canada, aux côtés de partenaires du secteur privé et selon les mêmes conditions du marché. Il prendra des participations minoritaires et sera géré de façon indépendante du gouvernement. Le Fonds pourra ainsi attirer plus d'investissements privés tout en faisant en sorte que les Canadiens en bénéficient lorsque le soutien public contribue à la réussite d'un projet ou d'une entreprise.

Les Canadiens pourront aussi investir directement dans le Fonds au moyen des **billets Canada fort**. Offerts par l'intermédiaire des institutions financières participantes, ces billets seront faciles à acheter, à détenir et à encaisser, tout en permettant aux Canadiens de participer à la réussite à long terme du Fonds. En plus des avantages découlant de la structure de propriété publique du Fonds, les **billets Canada fort** permettront aux Canadiens de profiter non seulement de l'assurance que leur capital initial investi sera protégé, mais aussi du paiement des intérêts et d'une part des rendements générés.

Rendre la population partie prenante des projets



4. Aider les Canadiens à aller de l'avant

Les Canadiens travaillent fort, mais la vie coûte tellement cher que bien des gens ont beaucoup de mal à joindre les deux bouts après avoir payé l'épicerie, le loyer et les factures de tous les jours. Nous agissons de manière ciblée pour offrir à la population un coup de pouce aujourd'hui et un tremplin vers l'avenir.

Une aide supplémentaire sera donnée par le **supplément de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels de 2027**. En effet, plus de 12 millions de Canadiens à revenu faible ou modeste recevront un versement unique au début de 2027, qui équivaudra à une augmentation de 50 % de leur prestation de 2026-2027.

Rendre le logement, l'épicerie et l'énergie plus abordables

LOGEMENT

Baisse des loyers demandés

2 000 $

en économies annuelles

Le loyer moyen demandé a fortement reculé depuis 2024, et certaines des baisses les plus marquées ont été enregistrées à Toronto et Vancouver.

ÉPICERIE

Aider les familles à se nourrir

2 570 $

pour aider à compenser le coût élevé des aliments

Plus de 12 millions de Canadiens reçoivent des centaines de dollars grâce à l'**Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels.**

ÉNERGIE

Réduire la facture d'énergie

1 400 $

en économies annuelles

Soutenir la rénovation de 1 million de logements pour aider les Canadiens à faire baisser leur facture d'énergie et réduire les émissions.

RENDRE LE LOGEMENT PLUS ABORDABLE

Les efforts se poursuivent pour **lutter contre l'itinérance**, accroître l'offre de logement abordable et lever les obstacles structurels afin de bâtir plus de logements plus rapidement et à moindre coût.

Grâce à la réduction ou à l'élimination de la taxe sur les produits et services (TPS) à l'achat d'une habitation neuve, les **acheteurs d'une première habitation économisent** jusqu'à 50 000 $.

FAIRE BAISSER LE COÛT DE LA VIE AU QUOTIDIEN

3,2 milliards de dollars sont investis dans la Stratégie nationale de sécurité alimentaire pour renforcer la production, la transformation, les chaînes d'approvisionnement et la concurrence dans le secteur alimentaire afin de rendre les prix plus abordables.

Les frais pour insuffisance de fonds ont été plafonnés à 10 $, et les comptes bancaires à frais modiques et sans frais permettent de faire jusqu'à 50 % de transactions de débit de plus pour un maximum de 4 $ par mois.

RÉDUIRE LE COÛT DU CARBURANT

L'élimination de la tarification du carbone pour les consommateurs a fait baisser le prix de l'essence d'environ 18 cents le litre dans la majorité des provinces et territoires par rapport à 2024-2025.

Grâce à la suspension temporaire de la taxe d'accise fédérale sur le carburant, les Canadiens économisent jusqu'à 10 cents le litre sur l'essence et jusqu'à 4 cents le litre sur le diesel.

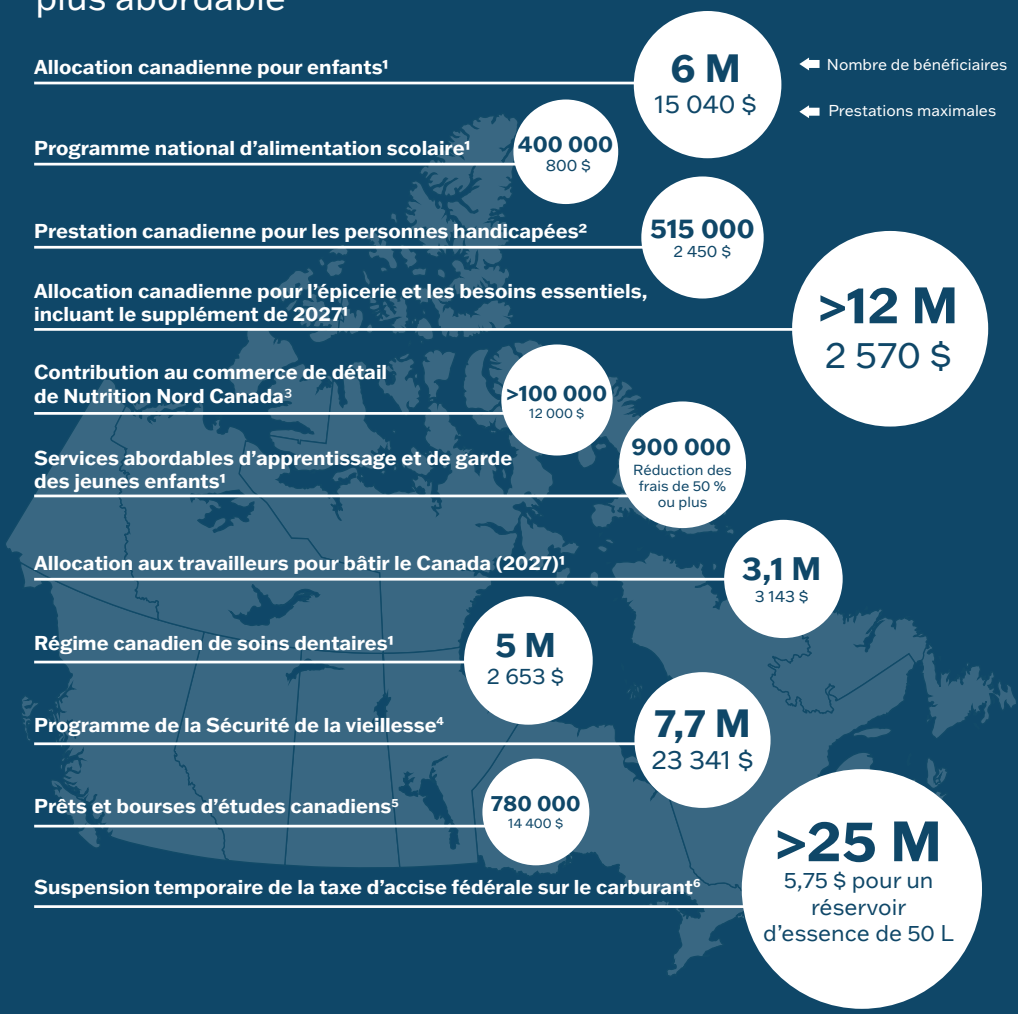
Nota – Économies annuelles sur le loyer calculées en fonction de la baisse du loyer moyen demandé depuis son sommet de mai 2024. Soutien aux familles fondé sur une estimation du soutien annuel accordé à une famille de quatre personnes au titre de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels.

Faciliter l'accès aux prestations

Pour **mieux atteindre** les personnes vulnérables au pays, le Budget de 2026 annonce la prochaine phase de l'initiative de versement automatique des prestations fédérales, afin d'aider quelque 150 000 particuliers de plus à recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.

Une vie plus abordable pour les Canadiens

Principales prestations nationales pour rendre la vie plus abordable



1 Montants en dollars à titre indicatif pour une famille de quatre personnes, dont les enfants ont jusqu'à 12 ans. Les montants des prestations correspondent aux montants maximaux offerts, à l'exception de ceux du Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS). Le montant pour le RCSD est fondé sur une gamme de soins dentaires type pour un ménage dont le revenu familial net rajusté est inférieur à 70 000 $. Le montant du PNAS est fondé sur les économies moyennes réalisées par une famille ayant deux enfants.

2 Montant maximal pour un adulte âgé de 18 à 64 ans qui détient un certificat valide de crédit d'impôt pour personnes handicapées.

3 Approximation de la contribution annuelle moyenne pour une famille de quatre personnes. Le montant peut varier selon la région, ainsi que la taille et le contenu du panier de provisions.

4 Montants maximaux combinés de la pension de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti pour une personne âgée de 75 ans ou plus vivant seule (montants pour l'année civile 2026).

5 Ce montant correspond à l'aide financière maximale actuellement accordée par année d'études à une personne aux études à temps plein ayant des besoins financiers. Les étudiants ayant des personnes à charge ou en situation de handicap peuvent bénéficier d'une aide supplémentaire. Le nombre de bénéficiaires ne tient compte que des provinces et territoires participants. Le Québec, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut reçoivent des paiements de remplacement du gouvernement fédéral afin d'offrir des aides comparables sur leur territoire.

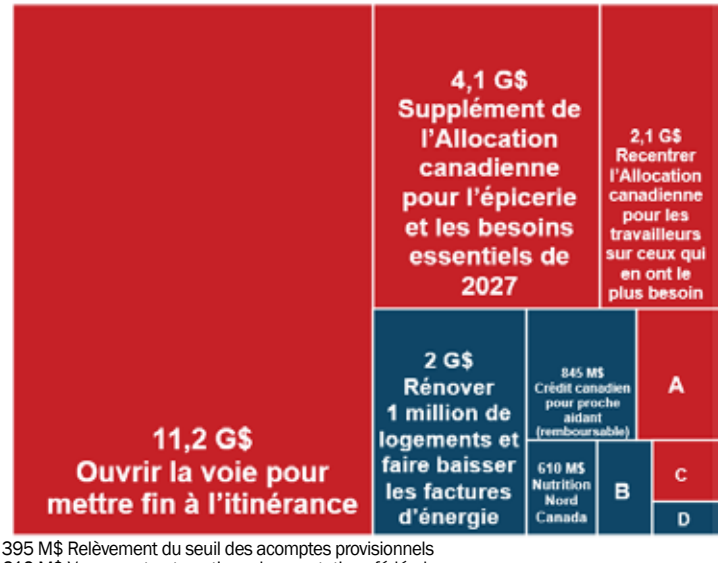
6 En supposant un transfert intégral de l'allègement aux consommateurs du 20 avril 2026 au 31 janvier 2027 inclusivement. Le calcul comprend la TVH de 15 % appliquée aux économies découlant de la suspension temporaire de la taxe d'accise sur le carburant. À compter du 1er février 2027, l'allègement sera de 50 % jusqu'au 31 mars 2027 inclusivement.

Rendre la vie plus abordable pour les Canadiens

Le Budget de 2026 renforce les principales prestations et mesures de soutien déjà offertes par le gouvernement fédéral.

Nouvelles mesures du Budget de 2026 visant à rendre la vie plus abordable

Près de
22 G$
sur 5 ans



A. 395 M$ Relèvement du seuil des acomptes provisionnels
B. 312 M$ Versement automatique des prestations fédérales
C. 230 M$ Changement des dates limites pour la production de la déclaration T1 et le paiement des soldes.
D. 124 M$ Fonds des infrastructures alimentaires locales.

Principales prestations nationales pour rendre la vie plus abordable

Financement de base en 2026-2027

Près de
100 G$
au total



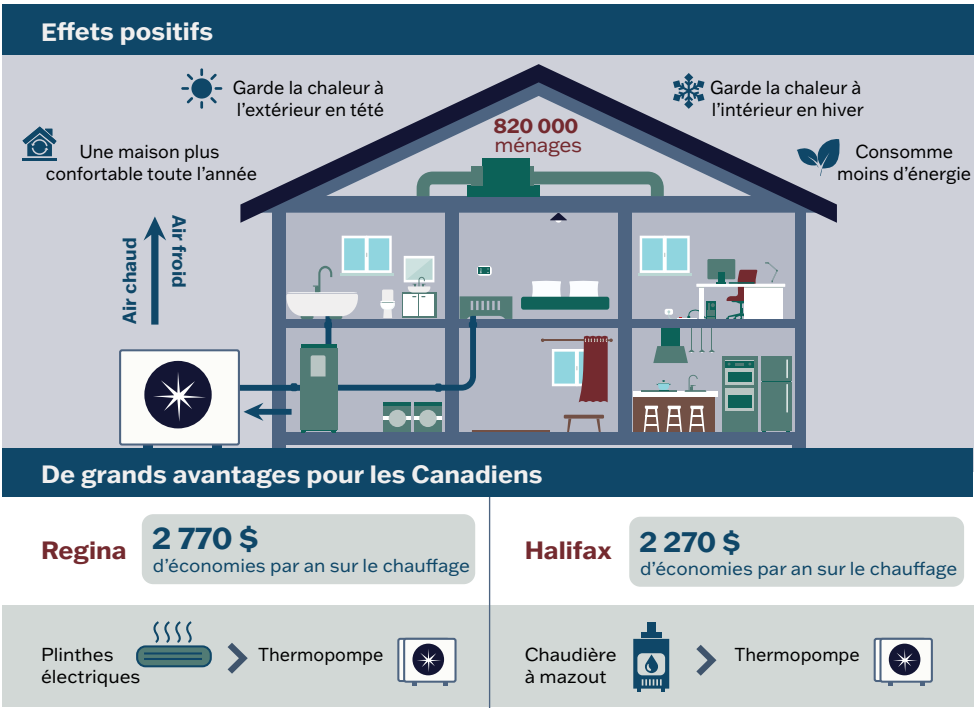
1. Le montant indiqué pour l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels inclut les suppléments et l'augmentation temporaire annoncés en janvier 2026, mais pas le supplément prévu dans le Budget de 2026.
2. Estimation des fonds versés annuellement.
3. Excluant les versements anticipés versés en trop.
4. Soutien total pour les prestations dentaires, 2026-2027.

2 milliards de dollars pour rénover 1 million de foyers et faire économiser 1 milliard de dollars par année aux Canadiens

Le chauffage est l'une des plus importantes dépenses des Canadiens en hiver. Plus de sept millions de ménages au pays se chauffent encore au mazout, au propane ou au diesel ou utilisent des plinthes électriques ou des appareils de chauffage désuets. L'utilisation de combustibles est polluante et beaucoup moins efficace, si bien que les ménages peuvent se retrouver à payer plus que nécessaire pour garder leur foyer confortable.

Nous mettons tout en œuvre pour vous offrir des moyens de faire baisser vos factures d'énergie. Pour bien des gens, la thermopompe constitue la meilleure option pour économiser sur le chauffage domestique. Les thermopompes sont plus efficaces, plus écologiques et plus sécuritaires que les appareils de chauffage alimentés au mazout ou à l'électricité. L'été, elles peuvent faire l'inverse et servir à climatiser votre maison. Ainsi, grâce à un seul appareil, les familles peuvent à la fois chauffer et climatiser leur foyer, de manière beaucoup moins énergivore et polluante.

Au moyen de la **Stratégie nationale d'électrification**, nous aidons à bâtir le réseau d'électricité propre, fiable et abordable dont le Canada a besoin. Pour compléter ces efforts, le **Programme national de remise pour les thermopompes** annoncé le 8 octobre aidera jusqu'à 820 000 ménages à se doter d'une thermopompe. Cet investissement de 2 milliards de dollars fera économiser plus de 1 milliard de dollars chaque année en factures d'énergie aux familles et réduira les émissions du Canada de plus de 25 mégatonnes une fois qu'il aura été pleinement mis en œuvre, de concert avec les nouvelles mesures qui favoriseront l'amélioration de l'efficacité énergétique de 280 000 immeubles locatifs et à logements multiples additionnels. Voilà comment l'avantage du Canada en matière d'électricité permet d'aider les ménages canadiens à garder leur foyer au chaud, grâce à une électricité propre, fiable et abordable.



Bâtir les logements dont les Canadiens ont besoin

Un logement sûr et abordable est le point de départ d'une belle vie. La stabilité que procure un chez-soi permet aux gens de bâtir une carrière, de fonder une famille et de participer pleinement à leur communauté. Le Canada a besoin d'un système qui fonctionne dans l'ensemble du continuum du logement, des refuges et logements avec services de soutien, en passant par les logements communautaires et abordables, jusqu'aux logements locatifs du marché et l'accession à la propriété. Pour y parvenir, il faut aider les gens en situation d'itinérance à trouver un logement stable, élargir l'offre de logements hors marché pour les personnes qui en ont besoin et bâtir un marché du logement qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Les mesures prises par le gouvernement fédéral sont en bonne voie de donner des résultats. La construction de logements locatifs est soutenue par le **Programme de prêts pour la construction d'appartements**, l'assurance hypothécaire, ainsi que le remboursement de la TPS pour les logements construits expressément pour la location. Les municipalités simplifient les processus d'approbation et se dotent de plans pour faire croître l'offre de logement dans le cadre du **Fonds pour accélérer la construction de logements**, tandis que les ententes conclues au titre du **Fonds pour bâtir des collectivités fortes** contribuent à réduire les redevances d'aménagement et les obstacles freinant de nouvelles constructions. **Maisons Canada** donne aussi au gouvernement fédéral un nouveau moyen de bâtir des logements abordables à grande échelle.

Afin d'ouvrir la voie pour mettre fin à l'itinérance au Canada, il faut aider les gens à trouver un logement permanent et à accéder aux services dont ils ont besoin pour le conserver, comme des soins médicaux, notamment en santé mentale, des services de consultation psychologique, ainsi que les services de traitement de dépendances.

Le Budget de 2026 propose d'accorder près de 45 milliards de dollars, selon la comptabilité de caisse, pour faire progresser une stratégie sur le logement, qui se déploiera dans l'ensemble du continuum du logement, en s'articulant autour de trois piliers :

Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3
Ouvrir la voie pour mettre fin à l'itinérance au Canada d'ici 10 ans.	Élargir la construction de logements abordables et hors marché.	Bâtir un marché du logement qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Cette stratégie s'appuie sur un partenariat renouvelé. Le gouvernement fédéral fournira des capitaux, des terrains, du financement et des moyens de réaliser les projets par l'intermédiaire de Maisons Canada. Pour leur part, les provinces et les territoires seraient appelés à soutenir les services et les travaux et à collaborer avec les municipalités pour lever les obstacles au logement, afin de produire des résultats pour toute la population au pays.





Mettre fin à l'itinérance	Accroître le logement hors marché	Créer un marché du logement répondant aux besoins de tous
Aider les gens à trouver et à garder un logement stable • Soutien et services pour les personnes en situation d'itinérance • Logements avec services de soutien et logements de transition • Allocation de soutien pour les locataires à faible revenu Logement combiné avec des services de santé et de soutien social	**Construire et préserver plus de logements abordables** • Maisons Canada • Logement communautaire et abordable • Projets de logements sur des terrains publics • Partenariats avec les provinces et les territoires	**Faciliter la construction et l'achat de logements** • Programmes existants du gouvernement (Programme de prêts pour la construction d'appartements), assurance prêt hypothécaire, remboursement de la TPS pour les logements construits expressément pour la location. • Réduction des redevances d'aménagement et des coûts de construction • Infrastructures nécessaires à la construction de logements • Soutien aux acheteurs d'une première habitation • Modernisation des données sur le logement

Mesures fédérales s'appliquant dans l'ensemble du continuum du logement	• Réduction des obstacles à la construction de logements (frais, taxes, zonage, permis) • Approbations simplifiées par l'harmonisation des codes du bâtiment, la délivrance électronique de permis et l'IA • Soutien à l'adoption de méthodes de construction modernes • Soutien au logement destiné aux Autochtones

5. Un Canada fort et uni

La culture est le fondement d'un Canada fort, fier et souverain. Face à un monde de plus en plus fragmenté, nous investissons dans ce qui unit les Canadiens pour mieux mettre en commun nos histoires, nos lieux emblématiques et notre vécu collectif. Nos deux langues officielles, le français et l'anglais, notre patrimoine autochtone, notre ferveur pour le hockey, tout comme nos parcs, nos lacs et nos hivers rigoureux font partie intégrante de ce qui nous définit comme Canadiens. **Notre territoire et notre culture nous unissent, dans un Canada où nous sommes *maîtres chez nous*.**

À la veille du 160e anniversaire du Canada, nous investissons dans les institutions culturelles et les réseaux de transport qui rapprochent les gens partout au Canada. Nous relions les communautés rurales et éloignées, créons des lieux où les gens peuvent se réunir et soutenons nos artistes, nos auteurs et nos entrepreneurs de talent qui font rayonner le Canada dans le monde.

Culture et récits d'ici





Le laissez-passer **Un Canada fort** permet aux Canadiens d'explorer plus facilement leur pays à moindre coût et de profiter de ses joyaux culturels, historiques et naturels. Lancé à l'été 2025, le laissez-passer offre un accès gratuit aux sites de Parcs Canada et aux musées et galeries participants, ainsi que des prix réduits sur les voyages en train avec VIA Rail.

Les Canadiens n'ont pas tardé à en profiter : la fréquentation des sites de Parcs Canada a augmenté de 13 %, celle des musées nationaux, de 15 %, et l'achalandage de VIA Rail, de 6,5 %. Ce laissez-passer profite ainsi tant aux familles et aux communautés qu'aux institutions qui préservent le patrimoine naturel et culturel du Canada.

Pour poursuivre sur cette lancée, le laissez-passer Un Canada fort sera renouvelé pour l'été 2027. L'entrée gratuite aux musées nationaux du Canada sera aussi rendue permanente pour les enfants et les jeunes de moins de 25 ans.

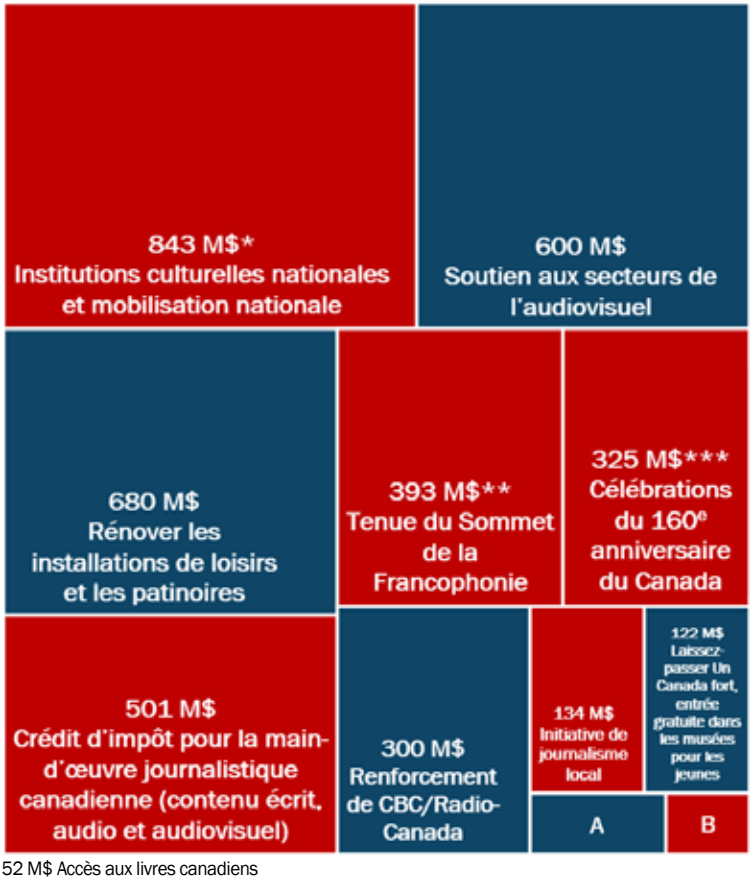
En parallèle, nous renforçons les secteurs canadiens **du cinéma, des médias et du journalisme,** de même que **CBC/Radio-Canada** et nos institutions culturelles nationales. Le Canada sera aussi l'hôte du **Sommet de la Francophonie en 2028**, qui offrira une importante occasion de promouvoir la langue française et d'approfondir les liens culturels et économiques qui nous unissent à la francophonie dans le monde entier.

Protéger et célébrer ce qui nous distingue comme Canadiens

Le Budget de 2026 propose d'investir 4 milliards de dollars pour protéger et célébrer ce qui nous distingue comme Canadiens. Le gouvernement annonce aussi dans le Budget de 2026 qu'il compte établir un nouveau **crédit canadien pour la création**, pour soutenir le foisonnement de la créativité chez les artistes, la production artistique et l'entrepreneuriat culturel au Canada.

Mesures du Budget de 2026 pour les arts et la culture

4 G$
sur 5 ans (comptabilité de caisse)



A. 52 M$ Accès aux livres canadiens

B. 32 M$ Programmes pour le sport.

* 389,1 M$ sur cinq ans à compter de 2026-2027, selon la comptabilité d'exercice.

** 387 M$ sur quatre ans à compter de 2027-2028, selon la comptabilité d'exercice.

*** 100 M$ provenant des ressources ministérielles actuelles.

Protéger la beauté naturelle du Canada

L'identité canadienne est aussi ancrée dans nos forêts, nos parcs, nos littoraux et nos cours d'eau. De la reconstruction du parc national Jasper après des feux de forêt dévastateurs jusqu'à l'entretien des parcs nationaux et des lieux historiques partout au pays, nous protégeons ces endroits qui nous sont chers afin qu'ils demeurent accessibles et que toute la population puisse continuer d'en profiter.

Protéger le patrimoine naturel du Canada

Le Canada protège et restaure les espaces naturels auxquels les gens tiennent. Grâce à la **Stratégie pour la nature**, nous travaillons de concert avec les peuples autochtones, les provinces, les territoires et des partenaires en conservation pour protéger 30 % des terres et des eaux au pays d'ici 2030 et favoriser le rétablissement d'espèces en péril, notamment le saumon sauvage du Pacifique en Colombie-Britannique et au Yukon. Nous investissons aussi dans les parcs, sentiers, centres pour les visiteurs et lieux historiques partout au pays, pour que les Canadiens puissent continuer de les découvrir, de les explorer et d'en profiter.

Protéger nos océans

En tant que nation bordée d'océans, le Canada doit accorder une attention particulière à ceux-ci. Ayant le **plus long littoral du monde**, le Canada compte sur des océans en santé pour soutenir les communautés côtières, les cultures autochtones, le commerce, la sécurité alimentaire et les économies locales. Alors que le transport maritime et l'activité économique s'intensifient, nous renforcerons la science océanique, la protection des écosystèmes et la conservation des milieux marins, tout en améliorant la capacité du Canada à prévenir les incidents maritimes, à les détecter et à intervenir lorsqu'ils surviennent.



La réconciliation par les partenariats et les prises de participation

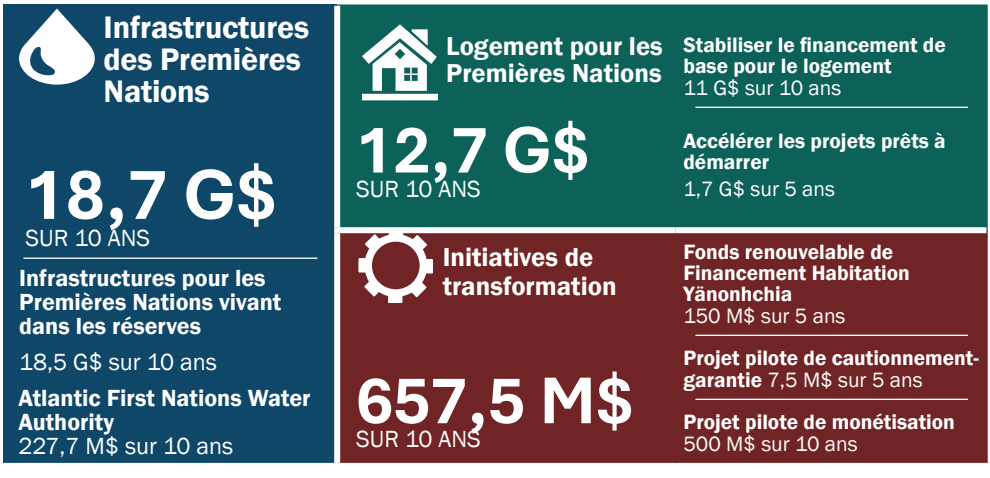
Pour bâtir un Canada fort, il faut le bâtir ensemble, dans un véritable esprit de partenariat avec les peuples autochtones. Nous faisons progresser la réconciliation en favorisant l'autodétermination, en investissant dans l'eau potable, le logement, les infrastructures et les services essentiels pour les Autochtones, et en multipliant les possibilités de croissance économique dirigée par les Autochtones.

L'accès à de l'eau potable propre, à des logements sûrs et à des infrastructures fiables est essentiel à la qualité de vie. D'avril 2025 au 30 septembre 2026, 11 avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable ont été levés au pays, et 44 avis à court terme ont été levés avant de devenir des avis à long terme. Depuis le printemps de 2025, plus d'un millier de projets de logements et d'infrastructure ont aussi été réalisés au sein de communautés des Premières Nations dans les réserves, allant des routes et des ponts, jusqu'aux écoles et établissements de santé, en passant par les systèmes énergétique.

Un financement prévisible à long terme pour le logement et les infrastructures est essentiel pour améliorer les services, créer des possibilités économiques et faire avancer l'autodétermination des Autochtones. Le Budget de 2026 fait un investissement historique de 32 milliards de dollars sur 10 ans pour assurer la prévisibilité du financement sur le long terme, accélérer les projets de logement prêts à démarrer et transformer la façon dont le Canada investit dans **le logement et les infrastructures des Premières Nations**, pour aider les communautés à bâtir plus vite, plus efficacement et en mieux.

Investissements dans le logement et les infrastructures des Premières Nations

Plus de 32 G$ sur 10 ans



Le Budget de 2026 renforce aussi les services pour les enfants, les familles et les jeunes autochtones, en renouvelant et en stabilisant le financement destiné à des initiatives phares qui soutiennent les communautés autochtones, dont :

- le **Programme d'enseignement primaire et secondaire des Premières Nations** dans les réserves;
- le **Programme des services de santé non assurés**;
- le **Programme d'aide à la gestion des urgences**;
- le **Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits**;
- le financement du principe de Jordan et de Pirutsiagutiit (Initiative Les enfants inuits d'abord).

De plus en plus de communautés autochtones s'associent aux projets qui façonnent l'avenir du Canada, comme partenaires ou propriétaires, grâce aux **garanties de prêts pour les Autochtones** et à de nouvelles opportunités de prises de participation, comme l'offre du Canada de vendre une part de **15 % dans la Trans Mountain Corporation à 128 groupes autochtones en Alberta et en Colombie-Britannique**. La **réunion d'octobre 2026 entre les dirigeants des Premières Nations et les premiers ministres** du pays a été un important événement qui a permis de poursuivre sur cette lancée. Des discussions positives et tournées vers l'avenir y ont été tenues sur de nouvelles façons pour les communautés autochtones de participer aux efforts pour bâtir un Canada fort. Il en découlera des revenus durables pour les communautés, de nouvelles possibilités pour les entreprises et les travailleurs locaux, et une plus grande autodétermination économique pour les générations à venir.

Doté d'un financement de 10 milliards de dollars, le **Programme de garantie de prêts pour les Autochtones** aide à rendre possible une plus grande participation économique des communautés autochtones en leur donnant accès à du financement abordable pour investir dans de grands projets. Trois garanties de prêt ont été accordées jusqu'ici. Le Budget de 2026 en annonce une autre pour le projet de **ferme forestière de la Nation des Tla'amins** en Colombie-Britannique :

- **Ferme forestière de la Nation des Tla'amins :** la garantie aidera la Nation des Tla'amins à acquérir la **propriété à 100 % de l'exploitation forestière Stillwater de Western Forest Products**, une grande exploitation forestière située sur son territoire traditionnel, ce qui lui procurera des revenus stables et créera des possibilités économiques localement.

Une cinquième garantie de prêt, portant sur un projet lié au gaz et au pétrole, fait actuellement l'objet de négociations. Elle aidera de multiples communautés à acquérir une participation directe dans une grande infrastructure énergétique et à générer des revenus et de la richesse à long terme.

Juillet 2025	Mars 2026	Juin 2026	Budget de 2026 – NOUVEAU
Gazoduc Westcoast d'Enbridge	**Ligne de transport d'électricité entre Chatham et Lakeshore d'Hydro One**	**Projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington**	**Ferme forestière de la Nation des Tla'amins**
38 Premières Nations	**2** Premières Nations	**7** Premières Nations visées par les Traités Williams	**Nation des Tla'amins**
400 M$ Garantie de prêt	**16,8 M$** Garantie de prêt	**715 M$** Garantie de prêt fédérale-provinciale	**64 M$** Garantie de prêt

1,2 G$ en garanties de prêts pour appuyer les prises de participation des Autochtones.



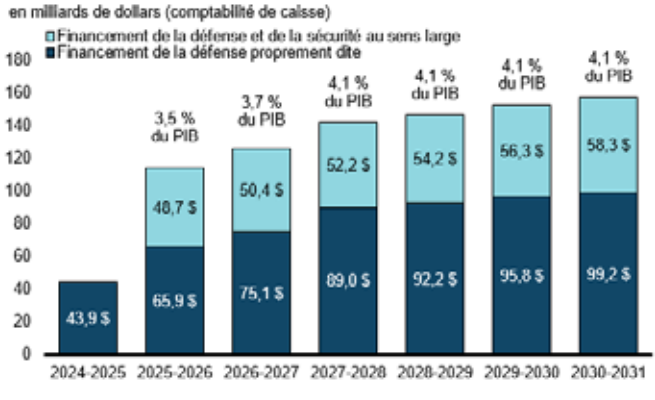


Protéger les Canadiens et notre autonomie stratégique

Dans un monde plus dangereux, le Canada renforce sa capacité à défendre sa population, son territoire et sa souveraineté. Le Canada a déjà atteint la cible fixée par l'OTAN qui consiste à **consacrer 2 % de son PIB à la défense, et il dispose d'un plan entièrement financé en vue de remplir son engagement de faire passer cette proportion à 4 % d'ici 2030.** Ainsi, le Canada suit clairement une trajectoire qui lui permettra de respecter le nouvel engagement en matière d'investissements de défense de l'OTAN, **qui consiste à investir 5 % du PIB annuel dans la défense et la sécurité d'ici 2035**. Ces investissements renforceront l'armée et la Garde côtière canadiennes, tout en créant des emplois spécialisés, en soutenant les fournisseurs au pays et en nous permettant de fabriquer davantage ici ce dont nous avons besoin.

Nous travaillons avec des alliés à établir la **Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience (BDSR)**, une nouvelle institution financière internationale qui facilitera l'accès au financement pour accroître la capacité industrielle de défense et soutenir les acquisitions, afin que les sommes investies dans la défense se traduisent par le matériel et les capacités dont le Canada et ses alliés ont besoin. Le Canada et ses partenaires internationaux se réuniront au Luxembourg le 30 novembre 2026 pour signer les statuts constitutifs de la BDSR, une étape importante aux fins du lancement des activités de la Banque en 2027. Avec son siège social au Canada et son pôle européen au Luxembourg, la BDSR incarnera le partenariat international et collaboratif qui est au cœur de cette initiative.

Progrès à l'égard de l'engagement en matière de dépenses de défense de l'OTAN



Graphique 17
Nota – Les projections des dépenses de défense par rapport au PIB du Canada pourraient changer à mesure que les prévisions du PIB au sein de l'OTAN sont mises à jour en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et que les plans de mise en œuvre sont affinés au fil du temps. Ces projections ne tiennent pas compte des engagements futurs du gouvernement du Canada qui pourraient avoir une incidence sur les dépenses liées à la défense proprement dite.

Le Budget de 2026 rend aussi hommage aux femmes et aux hommes ayant servi leur pays, par l'acquisition du **Champ d'honneur national**, dont le gouvernement assurera désormais la gestion. Ce cimetière, qui se trouve à Pointe-Claire, au Québec, représente la dernière demeure de plus de 20 000 anciens combattants et de leurs proches.

Bâtir un Canada plus fort et plus sûr

Renforcer la sécurité maritime et de la navigation sur les trois côtes du Canada grâce à la construction de brise-glaces de programme à Lévis, au Québec.



Faire avancer les discussions visant l'acquisition de six aéronefs de détection aérienne avancée, ce qui permettra de soutenir des emplois dans le secteur de l'aérospatiale en Ontario, au Québec et ailleurs au Canada.



Élargir l'Initiative liée aux drones de la Défense pour accélérer l'acquisition et la mise en service de systèmes sans pilote et de systèmes de défense contre les systèmes sans pilote.



Faire prendre de l'expansion à l'industrie canadienne de la défense partout au pays grâce à la Stratégie industrielle de défense.



Procéder à l'acquisition d'un maximum de 12 sous-marins visant à protéger les trois côtes du Canada et à servir dans l'Arctique.



Bâtir des collectivités plus sûres

La sécurité consiste aussi à protéger les Canadiens contre les menaces auxquelles ils font face, tant dans leur collectivité qu'en ligne. Pour ce faire, nous prenons une série de mesures :

- Créer la nouvelle **Agence contre les crimes financiers** pour enquêter sur les crimes financiers graves. L'Agence devrait amorcer ses activités à l'automne 2027.
- Protéger la population en s'attaquant à certaines des formes les plus courantes de blanchiment d'argent en espèces, en prévenant l'exploitation criminelle des entreprises de services monétaires, et sévir contre les guichets automatiques de cryptomonnaies, au moyen du **projet de loi S-8,** la ***Loi visant à lutter contre la criminalité financière et le trafic de drogues***.
- La **Stratégie nationale antifraude** unira les efforts des banques, des entreprises de télécommunications, des plateformes numériques et du gouvernement pour mieux prévenir, détecter et contrecarrer la fraude.
- La **Commission canadienne de la sécurité numérique et de la protection des données** renforcera la surveillance des atteintes à la vie privée et des préjudices causés en ligne, ainsi que les mesures prises pour lutter contre ces infractions. Cette nouvelle commission indépendante sera responsable des deux lois suivantes :
    - **Le projet de loi C-34**, la ***Loi sur les médias sociaux sécuritaires*****,** accroîtrait la sécurité des services en ligne en exigeant que les médias sociaux et agents conversationnels dotés d'IA protègent mieux les utilisateurs, spécialement les enfants; adoptent des mesures de protection adaptées à l'âge; et rendent leur fonctionnement plus transparent.
    - **Le projet de loi C-36**, la ***Loi visant à protéger la vie privée et les données des consommateurs*****,** renforcerait la protection de la vie privée, en particulier celle des enfants, ainsi que la transparence quant à l'utilisation des renseignements personnels par les systèmes automatisés.
- Les **ententes bilatérales avec les provinces et les territoires pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe** seront renouvelées en vue d'élargir les initiatives de prévention et d'améliorer le soutien offert aux victimes.
- Le financement du **Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence** sera bonifié afin qu'il puisse mieux aider les communautés à détecter tôt les risques de radicalisation et à intervenir en conséquence**.**
- Nous continuerons de faire avancer la **Stratégie canadienne en matière de justice pour les personnes noires** pour réduire la surreprésentation des Noirs dans le système de justice et la récidive, grâce à des services de prévention, de soutien aux victimes, d'assistant parajudiciaire et de réadaptation adaptés sur le plan culturel.



Voilà le Canada que nous bâtissons : un pays souverain et en sécurité, sûr de son identité et uni dans la poursuite d'un avenir meilleur.

Un Canada plus fort. Bâti par et pour les Canadiens.



Un Canada fort et libre.

Ontario · Québec · Nouvelle-Écosse · Nouveau-Brunswick · Manitoba · Colombie-Britannique · Île-du-Prince-Édouard · Saskatchewan · Alberta · Terre-Neuve-et-Labrador · Territoires du Nord-Ouest · Yukon · Nunavut